

## Orientations de gestion patrimoniales et paysagères du projet de site classé des terrils du Nord - Pas de Calais (pour information)



Octobre 2013



Les propositions d'orientation de gestion patrimoniale et paysagères des terrils du Bassin minier Nord – Pas de Calais proposés au classement au titre des sites a été co-produite par la DREAL Nord – Pas de Calais et la Mission Bassin Minier Nord – Pas de Calais avec l'appui scientifique et technique de :

- L'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais,
- Le CPIE Chaîne des terrils,
- EDEN 62,
- Le Conseil Général du Nord,
- Le Conseil Général du Pas-de-Calais,
- L'Office National des Forêts,
- La Communauté d'Agglomération Artois Comm,
- La Communauté d'Agglomération du Douaisis,
- La Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin,
- La Communauté d'Agglomération Lens-Liévin,



## SOMMAIRE

### Préambule

Pourquoi un document sur la gestion des autorisations et des préconisations d'intervention sur un terril ?

1 <sup>ère</sup> PARTIE : VOLET REGLEMENTAIRE .....	5
1 Pourquoi protéger les sites ? .....	5
1.1 Genèse d'une politique .....	6
1.2 Les sites classés, une opportunité pour les territoires.....	6
1.3 La politique des sites en France .....	7
1.4 Critères de classement .....	7
2 Procédure et acteurs de la protection des sites.....	10
2.1 Les principaux acteurs de la protection des sites.....	10
3 Rappel des effets du classement.....	10
3.1 Rappel de l'environnement législatif et réglementaire (droit commun).....	10
3.2 Réglementations liées au site classé (modification et travaux dans un site protégé, site et urbanisme...).....	11
3.3 Avantages fiscaux dans les sites classés.....	12
4 Recommandations pour l'instruction des demandes d'autorisation de travaux en sites classés	13
2 <sup>de</sup> PARTIE : VOLET TECHNIQUE.....	14
1 Les vocations des terrils du Nord-Pas-de-Calais.....	14
1.1 Ecologique .....	14
1.2 Sociale.....	14
1.3 Culturelle et patrimoniale .....	15
2 Menaces et pressions subies par les terrils.....	16
3 Les principales orientations devant guider la gestion du site classé des terrils du Nord-Pas-de-Calais.....	21
3.1 Définir des vocations et garantir une ambition de protection environnementale, paysagère et patrimoniale .....	21
3.2 Les aménagements et travaux de restauration.....	25
3.3 L'entretien des équipements et gestion écologique courants.....	31
4 L'intérêt d'élaborer des plans de gestion pour chaque terril.....	32
4.1 Pourquoi réaliser un plan de gestion ?.....	32
4.2 Contenu des plans de gestion .....	33
4.3 Références guide méthodologique des plans de gestion des réserves naturelles (ATEN) .....	34
Bibliographie et annexes .....	36

**Préambule : pourquoi un document sur la gestion des autorisations et des préconisations d'intervention sur un terril ?**

*Le projet de classement des terrils en tant que patrimoine national implique de nouvelles règles d'usages et pratiques sur les terrils. Elles sont faites pour transmettre les terrils aux générations futures en bon état de conservation, pour que perdure la mémoire minière et la richesse naturelle des terrils.*

*Ce document a pour objectif de rappeler la réglementation sur les sites et ses effets sur les terrils, de définir la notion **d'entretien courant** d'un terril, pour lequel le propriétaire ou le gestionnaire n'a pas à faire de demande d'autorisations, mais également de faciliter la délivrance des « **autorisations spéciales** » en site classé (article L341-10 du code de l'environnement), en proposant des préconisations de gestion **partagées** des terrils à destination de tous les propriétaires et gestionnaires.*

*Ce document n'ajoute pas de la réglementation à la réglementation existante codifiée dans le code de l'environnement. Le principe reste dans un site classé que les propriétaires et gestionnaires restent forces d'innovation et de proposition sur leurs sites. Toute demande de modification d'un site classé dans son état ou son aspect peut être déposée auprès de l'administration. Seules les demandes qui dénaturent le terril ne pourront aboutir favorablement. Les projets innovants d'accueil du public et de valorisation écologique seront encouragés s'ils respectent l'identité et l'intégrité de chaque terril : un objectif essentiel du patrimoine mondial de l'UNESCO.*

*Ce document permettra d'anticiper et d'accompagner les évolutions des terrils classés au titre des sites.*

*Ce document ne se substitue donc pas aux plans de gestion existants ou à venir de chaque terril, qui restent de la responsabilité des propriétaires et gestionnaires : plans de gestion des espaces naturels sensibles, schéma d'accueil du public d'un terril, schéma d'interprétation, plan de gestion écologique, plans de gestion cynégétique, aménagements forestiers, etc. Néanmoins ce document encourage la constitution d'une réflexion de chacun sur la gestion, l'accueil spécifique à chaque terril et souhaite présenter et mutualiser les expériences acquises par les gestionnaires historiques des terrils.*

*Ce document anticipe la réalisation d'une éventuelle opération « Grand Site » sur les terrils.*

*Ce document a été élaboré par un groupe de travail composé des services de l'Etat, des collectivités, de la Mission Bassin Minier NPdC - gestionnaire du label UNESCO, de l'Etablissement Public Foncier Nord-Pas de Calais et du CPIE Chaîne des terrils.*

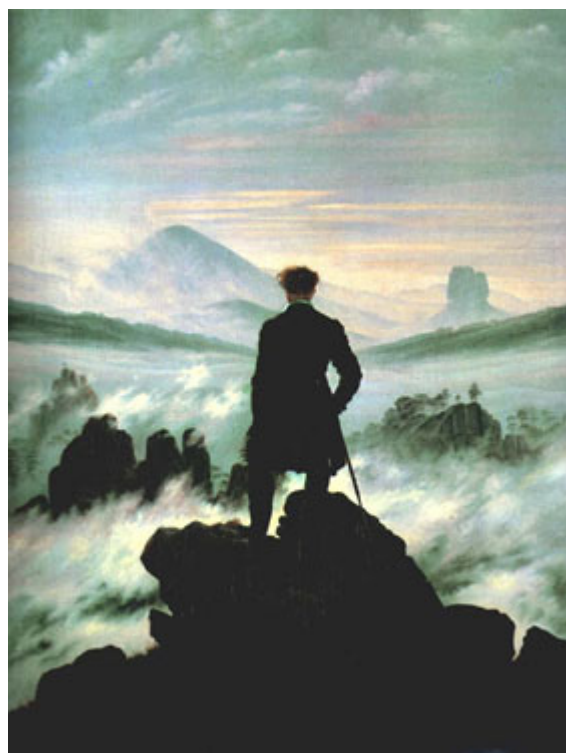
*Il est soumis à l'enquête publique.*

*Ce document est évolutif, il sera mis à jour tous les 5 ans par chaque commission départementale de la nature, des paysages et des sites du Nord et du Pas-de-Calais.*



## **1<sup>ère</sup> PARTIE : VOLET REGLEMENTAIRE**

### **1 Pourquoi protéger les sites ?**



*Le Voyageur au-dessus de la mer de nuages (Caspar David Friedrich - 1818)*

La France jouit d'une renommée internationale pour la qualité et la diversité de ses paysages, fruits de la combinaison d'une grande richesse en milieux naturels et de leur lent façonnage par l'action de l'homme.

Ce patrimoine, qui contribue à une qualité de vie toute particulière, est aussi aujourd'hui le support d'une importante activité touristique.

Qu'ils soient prestigieux, insolites, majestueux ou intimistes, les sites classés et inscrits fondent la notoriété et la richesse paysagère de la France (Mont Blanc, Cirque de Gavarnie, Pont du Gard, etc.). En tant que patrimoine national, leur sauvegarde et leur évolution sont du ressort de la collectivité.

Les sites sont les marqueurs de l'évolution des besoins de nature, d'espace, de symboles identitaires et historiques, sur plusieurs générations humaines.

Ce précieux héritage dont nous sommes tous dépositaires est à transmettre aux générations futures en respectant son intégrité et son évolutivité.

Chaque région de France possède un patrimoine naturel et paysager exceptionnel et irremplaçable marqué par son relief et la nature de son sous-sol et façonné par l'homme depuis des millénaires. La protection de ce patrimoine représente un enjeu majeur pour les générations futures et sa mise en valeur une source de développement touristique et économique.

Protéger c'est assurer la pérennité d'un patrimoine ; c'est aussi l'aménager et le gérer pour permettre son évolution tout en le mettant en valeur sans le dénaturer.

L'objectif est de respecter l'esprit des lieux, de conserver les caractéristiques du site et de le préserver de toute atteinte grave.

### **1.1 Genèse d'une politique**

Au XIXe siècle, le développement industriel et urbain incite des artistes, gens de lettres et les premières associations de tourisme (Touring club, Club alpin) à prendre conscience de la valeur patrimoniale et de la fragilité des paysages naturels. 20 ans après la première loi sur les monuments historiques, ils favorisèrent l'émergence d'une législation sur la protection des monuments naturels et des sites.



La loi « Beauquier » fut adoptée le 21 avril 1906, puis complétée par la loi du 2 mai 1930 sur la protection des sites et des monuments naturels, aujourd'hui intégrée au code de l'environnement (Art. L341-1 à 22 et R341-1 à 31 annexés au présent document).

### **1.2 Les sites classés, une opportunité pour les territoires**

Avoir un site classé sur son territoire apporte une notoriété nationale et contribue à la qualité de vie quotidienne des habitants. Les sites sont généralement répertoriés dans les guides et les cartes touristiques.

Les sites classés et inscrits attirent un nombre croissant de visiteurs et sont un atout économique pour la vie locale, qu'ils concernent des grands paysages « naturels » (Gorges du Tarn) ou façonnés par l'homme (marais salants de Guérande), des ouvrages remarquables (canal du Midi), des lieux de mémoire (plages du Débarquement) ou des lieux plus intimes (jardins, parcs...).

Objets identitaires, ils expriment la diversité et la beauté des paysages et incarnent très souvent l'image de la France à l'étranger.

### **1.3 La politique des sites en France**

La politique de protection s'est d'abord intéressée aux éléments exceptionnels mais isolés du paysage, les « monuments naturels », avant de s'étendre peu à peu à des entités plus vastes et cohérentes sur le plan paysager, auxquelles le qualificatif "naturel" n'est pas systématiquement rattaché.

Comme pour les monuments historiques, la loi sur la protection des sites prévoit deux niveaux de protection, l'inscription et le classement. La mise en œuvre de cette législation relève de la responsabilité de l'Etat et fait partie des missions du ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et du logement. Les programmes et projets de protections sont préparés par les Directions Régionales de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et soumis pour avis aux commissions départementales chargées des sites. Les décisions de classement sont prises par décret, après consultation de la commission supérieure des sites et du Conseil d'Etat, ou plus rarement par arrêté ministériel, mais dans les deux cas après une instruction locale qui comprend une enquête publique, la consultation des collectivités locales et enfin de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Au 1er janvier 2006, 100 ans après la première loi, le territoire national comptait 2 639 sites classés pour une superficie de 826 241 hectares et 4 784 sites inscrits pour une superficie de 1 680 391 hectares. Au total ce sont près de 4 % du territoire national qui est concerné par ces protections.

### **1.4 Critères de classement**

Le code de l'environnement prévoit que peuvent être protégés des espaces particulièrement remarquables, monuments naturels et sites qui présentent un intérêt général d'un point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

*« Il est établi dans chaque département une liste des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque un intérêt général ». (article L341-1 du code de l'environnement)*

### **Critère artistique :**

Il est associé à la vie et à l'œuvre d'un artiste (peintre, écrivain, musicien, architecte...).

*La maison et le jardin de Claude Monet à Giverny (Eure) Site classé du 09/09/1985  
Crédit photo AFP RMN - Claude Monet dans son jardin de Giverny début du XXe siècle*



### **Critère historique :**

Le site est lié à un événement ou à un personnage marquant de l'Histoire (bataille, personnalité exceptionnelle, fête mémorable...). Il peut aussi être associé à des activités socio-économiques ayant contribué à la création de paysages représentatifs de l'histoire ou de l'image d'une région.

*Utah-Beach (Manche)  
Site Inscrit du 04/01/1947 et site classé du 02/06/2010*



### **Critère scientifique :**

Sites qui présentent un intérêt général pour la géologie, la minéralogie, la zoologie ou la botanique, ou encore ceux significatifs des sciences et des techniques (canaux, ouvrages d'art,...)

*Ocre du pays d'Apt (Vaucluse)  
Site classé du 18/09/2002*



### **Critère légendaire :**

Paysages imprégnés de récits ou légendes leur attribuant un caractère culturel exceptionnel.

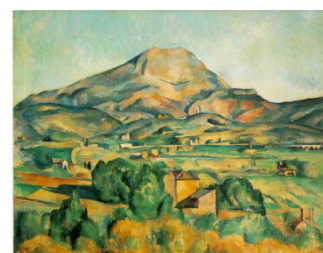
*Le Roc de la Tour (Ardennes)  
Site classé du 20/08/1935*



### **Critère pittoresque :**

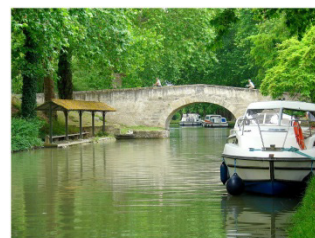
Le mot pittoresque signifie « *qui est digne d'être peint, attire l'attention, charme ou amuse par son aspect original* » (Le Robert) ou encore qui « *frappe l'attention par sa beauté, son agrément* » (Le Petit Larousse).

*La montagne Saint-Victoire peinte par Cézanne  
Site classé du 15/09/1983 (Bouches-du-Rhône)*



**Les critères de classement sont bien souvent multiples** pour un même site. Par exemple le canal du Midi est classé suivant les caractères pittoresque, historique et scientifique.

*Le Canal du midi (Haute-Garonne, Aude et Hérault) Site classé du 04/04/1997*



### **1.1 La politique des Grands Sites**

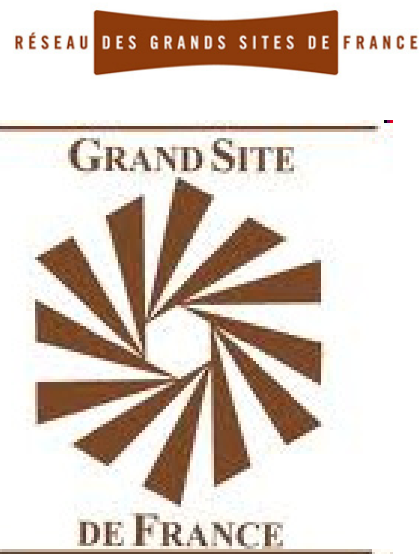
Qu'est la politique « Grands sites » ?

La notion de « Grand Site » trouve son origine dans la politique publique conçue il y a plus de trente ans (1976) par l'Etat dans certains sites classés parmi les plus renommés et les plus fréquentés. Il s'agissait de restaurer les qualités qui avaient fait la renommée du lieu, et d'accueillir les nombreux visiteurs tout en préservant l'intégrité et la beauté du site.

Les collectivités et l'Etat se sont progressivement associés au travers de véritables partenariats, et la politique en faveur des Grands Sites a évolué pour devenir une politique de préservation et de gestion durable de ces territoires particuliers, qui ont en commun d'être des territoires remarquables - pour leurs dimensions paysagère, naturelle et culturelle - d'être classés au titre de la loi de 1930 pour une partie significative de leur territoire, d'accueillir un large public dont la présence menace la qualité patrimoniale du territoire, et de faire l'objet d'un consensus local pour engager une démarche ambitieuse au service du site.

L'opportunité d'une Opération « Grand Site » dans le Bassin minier ?

En janvier 2012, suite à la visite d'une délégation de la DGALN<sup>1</sup> accompagnée par la directrice du Réseau des Grands Sites de France, le MEDDE a jugé possible une Opération Grand Site sur le Bassin minier sous certaines conditions et sous réserve d'éléments à clarifier et à valider par les acteurs locaux, la DREAL, la DGALN et le RGSF<sup>2</sup>. Il s'agit là d'un premier pas vers une démarche qui viserait à mettre en place un Plan d'action ambitieux en vue de promouvoir et de gérer les questions d'accueil et d'aménagement.



<sup>1</sup> Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature au sein du Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie.

<sup>2</sup> Réseau Grand Site de France



## **2 Procédure et acteurs de la protection des sites**

### **2.1 Les principaux acteurs de la protection des sites**

#### La commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS)

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites concourt à la protection de la nature, à la préservation des paysages, des sites et du cadre de vie et contribue à une gestion équilibrée des ressources naturelles et de l'espace dans un souci de développement durable.

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites est présidée par le Préfet et composée de membres répartis en quatre collèges :

1° Un collège de représentants des services de l'État, membres de droit ; il comprend notamment le directeur régional de l'environnement ;

2° Un collège de représentants élus des collectivités territoriales comprenant au moins un représentant d'établissement public de coopération intercommunale intervenant en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. ;

3° Un collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et, le cas échéant, de représentants des organisations agricoles ou sylvicoles ;

4° Un collège de personnes ayant compétence en matière d'aménagement et d'urbanisme, de paysage, d'architecture et d'environnement.

La formation spécialisée dite "des sites et paysages" exerce les compétences suivantes :

1° Elle prend l'initiative des inscriptions et des classements de site, émet un avis sur les projets relatifs à ces classements et inscriptions ainsi qu'aux travaux en site classé ;

2° Elle veille à l'évolution des paysages et peut être consultée sur les projets de travaux les affectant ;

3° Elle émet les avis prévus par le code de l'urbanisme

Le STAP (service territorial de l'architecture et du patrimoine) et la DREAL (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) instruisent les demandes en site classé et rapportent devant la commission départementale.

## **3 Rappel des effets du classement**

### **3.1 Rappel de l'environnement législatif et réglementaire (droit commun)**

Les travaux sur les terrils sont actuellement soumis au droit commun de l'urbanisme (déclaration préalable, coupe et abattage d'arbres, permis), de l'environnement (loi sur l'eau, installations classées pour l'environnement) et du code forestier (défrichement) notamment.

En règle générale, les autorisations, arrêtés ou non opposition à déclaration sont accordés par l'autorité compétente : le Maire ou le Préfet.

Ces règles de base restent inchangées à l'issue du classement mais le site classé ajoute un volet à l'instruction réglementaire classique : l'autorisation spéciale de travaux ou de modification du site.

Cette autorisation est obligatoire et doit être visée dans l'arrêté délivré *in fine*. Elle est accordée par décision du Ministre en charge des sites après consultation de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) en cas de gros travaux (permis) ou du Préfet en cas de travaux de moindre importance. Une répartition claire est établie entre les prérogatives du Préfet et celles du Ministre (cf annexe 1).

Ainsi le classement n'est pas une « mise sous cloche », le site peut continuer à évoluer. Seules sont protégées les caractéristiques du site ayant justifié son classement et l'esprit de ce lieu : pour les terrils ce sont la silhouette, les vestiges de la mise à terrier, les espaces de biodiversité. La végétation d'un terrier peut faire l'objet d'une gestion. Les aménagements des terrils restent possibles mais sont soumis à autorisation.

### **3.2 Réglementations liées au site classé (modification et travaux dans un site protégé, site et urbanisme...)**

#### Modification et travaux dans un site protégé

(Code de l'environnement articles L.341-10 et R.341-10 à R.341-13)

Le *classement* implique le maintien des caractères du site ayant justifiés la protection. Les aménagements ne peuvent être acceptés que lorsqu'ils s'intègrent au site sans porter atteinte à ses qualités essentielles. Le classement d'un site doit permettre notamment la poursuite des activités qui participent à l'identité du site et à sa conservation. Seule la modification de l'état ou de l'aspect d'un site classé nécessite une autorisation spéciale.

L'exploitation courante des fonds ruraux et l'entretien normal des constructions ne nécessitent pas d'autorisation spéciale.

L'autorisation est délivrée par le Préfet pour les travaux de faible importance limitativement énumérés à l'article R341-10 du code de l'environnement.

Tous les autres travaux sont soumis à autorisation du Ministre après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS). (*Cf. le tableau en annexe : Guide pour la gestion des autorisations de préconisations pour l'aménagement et l'entretien d'un terrier classé au titre des sites*).

En aucun cas, une autorisation spéciale en site classé ne peut être tacite. Aucun chantier, quelle qu'en soit sa nature, ne peut commencer avant l'autorisation spéciale du préfet ou du ministre.

Un avis favorable de la commission départementale ne vaut pas autorisation de travaux. L'autorisation spéciale au titre des sites ne remplace pas les autorisations nécessaires au titre d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code forestier, loi sur l'eau, police de la chasse,...).

Les enseignes sont soumises à autorisation du Maire avec avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France (art. L. 581-18 et R. 581-62 du code de l'environnement).

Les activités de loisirs (chasse, pêche, randonnée pédestre,...) ne nécessitent pas de formalité spécifique en site classé si elles ne donnent pas lieu à des aménagements particuliers.

#### Une servitude d'utilité publique

Les sites classés et inscrits bénéficient des servitudes d'utilité publique. L'arrêté ou le décret de protection doivent figurer, avec le plan de délimitation, dans le plan local d'urbanisme. Une simple mise à jour du PLU, sans modification ni révision, suffit après délibération municipale. Le zonage et le règlement du PLU doivent éviter toute atteinte aux sites et en respecter les intérêts patrimoniaux. Ses effets suivent le site quel qu'en soit le propriétaire.

Le site classé ne génère pas d'abords de protection, contrairement aux Monuments historiques. La protection s'applique sur le périmètre défini par l'arrêté ou le décret de protection, pas au-delà. Si les projets extérieurs aux sites classés portent atteinte à ces derniers, l'article R111 21 du code de l'urbanisme devient applicable.

#### Quelques interdictions générales en site classé

L'enfouissement de nouvelles lignes électriques ou téléphoniques aériennes en site classé est obligatoire (sauf cas particuliers : art. L 341-11 du code de l'environnement). L'affichage publicitaire est strictement interdit en site classé quelle qu'en soit sa forme. Enfin, la création de terrain de camping et le stationnement des caravanes sont interdits (sauf dérogation art. R. 111-42 et R111-38 du code d'urbanisme).

#### La police des sites

La police des sites est de la compétence du Maire de la commune, des inspecteurs de l'environnement assermentés et commissionnés (inspecteurs des sites de la DREAL), des gendarmes et autres officiers de police judiciaire, des agents de l'ONCFS (office national de la chasse et de la faune sauvage) et de l'ONEMA (office national de l'eau et des milieux aquatiques). Les infractions commises dans les sites sont des infractions pénales : dégradation, mutilation volontaire, travaux sans autorisation. La circulation des engins à moteur est un délit dès lors qu'elle dégrade le site ou le modifie.

### **3.3 Avantages fiscaux dans les sites classés**

Depuis 2005, les parcelles en zones humides situées en site classé peuvent être exonérées de la totalité de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sur demande des communes dès lors qu'elles font l'objet d'un engagement de gestion pendant 5 ans (art. 1395DII du code général des impôts).

En avril 2006, ce sont les travaux de restauration et de gros entretien effectués sur des espaces naturels de sites classés en vue de leur maintien en bon état écologique et paysager, qui peuvent désormais être retenus comme des charges déductibles des revenus (art. 31 I- 2°-c quinquies du code général des impôts).

Les mutations à titre gratuit sont exonérées des 3/4 des frais de mutation (hors bois et forêts) (art. 793-7° du code général des impôts).

#### **4 Recommandations pour l’instruction des demandes d’autorisation de travaux en sites classés**

Il est proposé de prendre contact avant le dépôt du dossier et **le plus tôt possible en amont** avec la mairie et les services de l’Etat chargés de la gestion des sites classés :

- à la DREAL (Direction Régionale de l’Environnement de l’Aménagement et du Logement) : contacter l’Inspecteur des Sites concerné, le plus souvent un par département ;
- au STAP (Service territorial de l’Architecture et du Patrimoine) contacter l’Architecte des Bâtiments de France ou son représentant.

Ne pas commencer les travaux avant la notification de l’autorisation spéciale.

##### Composition du dossier de demande d’autorisation spéciale

Pour les sites classés, le dossier est à déposer en mairie et à adresser au Préfet, avec copie à la DREAL et au STAP.

Il doit contenir toutes les pièces utiles à la compréhension du projet et à l’évaluation de son incidence sur le site :

- Situation du projet par rapport au site (sur des extraits de cartes au 1/25.000ème et de plans cadastraux) ;
- Photographies des lieux et de l’environnement immédiat et éloignés ;
- Plans, coupes et illustrations du projet au stade de l’avant projet détaillé ;
- Description des modifications qui seront apportées à l’état du site ;
- Évaluation de l’impact visuel et environnemental sur le site.

Pour les travaux soumis à permis de construire, d’aménager, de démolir, ou déclaration préalable, le dossier comprendra le formulaire CERFA dûment complété et le volet paysager prévu par les articles L 421-2 et R 421-2 du code de l’urbanisme.

Pour les sites classés bénéficiant d’un document d’orientation de gestion, ce qui est le cas des terrils, le demandeur appréciera dans une notice jointe la cohérence de son projet avec les recommandations qui y sont énoncées.

## **2nde PARTIE : VOLET TECHNIQUE**

### **1 Les vocations des terrils du Nord-Pas-de-Calais**

#### **1.1 Ecologique**

La pente, la granulométrie, l'orientation, l'environnement naturel, la température et la composition du terril sont autant de paramètres intervenant dans la colonisation des terrils et qui permettent d'observer une grande variété de terrils, mais aussi sur un même terril, une grande diversité de milieux naturels et d'espèces. (par exemple sur le terril 115 - le Téléphérique - 545 espèces ont été observées entre 2000 et 2010)

Formés de matériaux secs, plus ou moins acides, plus ou moins instables et se réchauffant rapidement avec les rayonnements solaires, **les terrils apportent des éléments de biodiversité dans un Nord aux terres plutôt calcaires**, au climat humide et aux températures modérées : de nombreuses espèces thermophiles (des dunes ou des régions méditerranéennes) s'y rencontrent. 300 espèces de plantes ont pu être observées sur un même terril.

Aujourd'hui, les terrils sont devenus des refuges pour la faune et la flore sauvages de la région. Ils sont des « poumons verts » dans un espace souvent fortement urbanisé, ils sont dépourvus de pesticides, herbicides, ou autres substances chimiques, ils sont encore peu fréquentés et offrent des zones de quiétude. C'est ainsi que les terrils, par leur diversité floristique et faunistique et par leur spécificité, sont devenus de vrais terrains d'études et de conservation.

La diversité et l'originalité des espèces floristiques des terrils **ont permis d'en répertorier une quarantaine à l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)**. Les terrils d'Estevelles, Germinies Nord, Grenay, Loos-en-Gohelle, Verquin, Ferfay,... sont des ZNIEFF de type I et le terril de Pinchonvalles fait l'objet d'un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope.

#### **1.2 Sociale**

La renaturation progressive des terrils amène à reconsidérer depuis plusieurs années leur place au sein d'un tissu urbain fortement densifié. Le territoire bassin minier est l'un des plus denses de France (611 habitants par km<sup>2</sup>), mais également le plus faible en termes d'espaces naturels et forestiers.

Les terrils offrent aujourd'hui des écrans de verdure, appréciés d'une population en mal d'espaces de nature et de loisirs. Curieux, promeneurs, explorateurs ou sportifs invétérés, ces anciennes friches façonnées par l'homme répondent à leurs demandes et aux besoins en espaces de détente, ludiques et récréatifs de la population locale.

Leur topographie, si rare en région, permet de plus l'expression de nombreuses pratiques de loisirs sportifs. Disciplines jadis apanages des régions montagneuses, le VTT technique, les trails nature, le parapente et bien d'autres, font leur apparition sur les terrils. Qu'elles soient organisées ou non,



occasionnelles ou régulières, individuelles ou de masse, ces pratiques investissent le territoire qui devient vitrine de l'évolution sportive, culturelle et sociale de ses pratiques.

D'un point de vue extérieur, ces « monticules jaillissant des villes et campagnes » intriguent, épatent et attisent la curiosité des visiteurs et touristes avides de découverte et de nouvelles expériences. Une fois en haut de ces monticules étranges et mystérieux, notamment des plus vastes, c'est le dépaysement assuré.

### **1.3 Culturelle et patrimoniale**

Les terrils symbolisent par excellence l'image et l'identité du Bassin minier non seulement au sein de l'espace régional du Nord- Pas de Calais mais aussi à l'échelon national. L'impact paysager et environnemental de ces collines artificielles, aux formes variées et aux volumes impressionnants, est, en territoire de plaines, considérable et indéniable.

Des débuts de l'exploitation charbonnière à nos jours, l'histoire et la perception des terrils ont beaucoup évolué. Pendant toute la durée de l'exploitation, les terrils étaient avant tout considérés comme des décharges géologiques sans intérêt. Déchets imposés de fait par la nature de l'activité, ils n'étaient absolument pas la préoccupation des entrepreneurs. Ils sont aujourd'hui les seules traces visibles et palpables de la veine de charbon et de la matière qui a été arrachée en sous-sol de manière continue d'Est en Ouest. Ils sont devenus une part importante de la mémoire collective, ils témoignent de l'ampleur des efforts menés par les hommes et les femmes au fond comme au jour : courage, fierté, abnégation, technicité mais aussi pénibilité et souffrance. Ils passent aujourd'hui assurément du statut de handicap à celui d'atout et leur portée symbolique est à la mesure de leur poids paysager.

Les terrils du Bassin minier offrent ainsi un paysage diversifié Supports de la mémoire. En effet, par leur nature culminante, leur masse et leur forme, ils ont profondément bouleversé la morphologie terrestre originelle. En sous-sol, certains terrils ont perturbé, par leur poids, la stabilité des terrains qui les supportent. En surface, telle une chaîne montagneuse, les terrils ont créé et surimposé un nouveau relief modifiant ainsi définitivement les lignes d'horizon du Bassin minier. Accrochant le regard de manière immédiate par leur masse et leur forme incongrues, les terrils sont de puissants marqueurs paysagers du territoire, qu'il s'agisse du paysage urbain ou d'un paysage beaucoup plus large dans lequel ils sont perceptibles de loin, depuis les Flandres jusqu'à l'Artois.

Ils sont également, dans un territoire au très faible relief, des points de lecture et d'interprétation de l'ensemble du « Paysage culturel » inscrit au Patrimoine mondial. Ils offrent des opportunités de panorama pour « décoder » les Grands paysages miniers. Du haut de ces terrils, le paysage minier prend tout son sens, en effet on peut observer l'agencement des cités minières, des anciennes fosses, des anciennes voies ferrées, des équipements ... et mieux comprendre le lien organique qui rassemblent ces éléments. Ils sont tout à la fois objet du paysage minier et des sites privilégiés pour en permettre l'interprétation.

Leur gestion, leur valorisation et leur devenir sont également porteurs de riches symboles. Les terrils, par leur volume envahissant et leur hauteur imposante, témoignent de la fulgurance et de la violence de l'impact de l'industrie minière sur l'environnement antérieur. Pendant près de trois

siècles, l'extraction du charbon s'est effectuée au mépris du cadre naturel. Par un extraordinaire retournement de valeurs, les terrils, héritage de l'exploitation d'une ressource non renouvelable, sont paradoxalement la ressource d'un nouveau modèle de développement, et cette fois-ci, durable.

## **2 Menaces et pressions subies par les terrils**

Les terrils sont des accumulations de matériaux très poreux. Leurs caractéristiques drainantes et sèches et leurs capacités à se réchauffer rapidement (effet de corps noir) à la suite des rayonnements solaires en font des milieux à très fortes contraintes écologiques.

L'installation de la végétation y est lente notamment dans les espaces exposés au sud. Certaines végétations particulières et patrimoniales peuvent s'y développer. Il s'agit des complexes de pelouses (plus ou moins écorchées) sèches sur schistes plus ou moins acides. Ces pelouses accueillent une faune (lézards, orthoptères,...) et une flore remarquables. La flore est caractérisée par de petites annuelles comme les Canches printanière et caryophyllée (*Aira praecox* et *Aira caryophyllea*), la Cotonnière naine (*Filago minima*), le Micropyre délicat (*Micropyrum tenellum*) le Chénopode botryche (*Chenopodium botrys*), l'Erythrée petite-centaurée (*Centaureum erythraea*) ou la Spergulaire rouge (*Spergularia rubra*), complétée par diverses espèces vivaces comme les Cladonie (*Cladonia* sp.), l'Orpin jaune (*Sedum acre*), l'Epervière piloselle (*Hieracium pilosella*), l'Origan (*Origanum vulgare*), ...

Par ailleurs, cette accumulation de matériaux confère au terril des propriétés géo-mécaniques particulières : le substrat est meuble. Même si les terrils sont globalement stables, il faut rester vigilant car la structure peut être altérée par des facteurs naturels et anthropiques (risques, de glissement de terrain, de ravines, de combustion ...).



**1 : Pélodyte ponctué (G. Lemoine)**



**2 : Pavot cornu (CPIE Chaîne des terrils)**



**3 : Cladonies sp. (G. Lemoine)**



**4 : Oseille en écusson (G. Lemoine)**

**Ces végétations extrêmement fragiles peuvent être menacées par divers facteurs.**

Les premiers sont **des facteurs naturels**. La dynamique végétale va favoriser l'arrivée d'herbacées robustes (vipérine, molènes, millepertuis, Séneçon du Cap, ...) et coloniale (Calamagrostide commune). Ces sites seront à terme colonisés par les ligneux (bouleaux par exemple). Une colonisation totale par les ligneux appauvrit la richesse écologique spécifique aux terrils, mais aussi est susceptible de modifier sa silhouette, de la banaliser en gommant les reliefs du site et en fermant des cônes de vue. Or dans le cadre du classement, l'un des objectifs est de préserver ses reliefs qui sont souvent des vestiges des techniques de mise à terrils. De plus, certains arbres présents sur les pentes peuvent présenter des risques de déracinement qui fragiliseraient la structure du terril et accentuerait les risques d'érosion. Des opérations de gestion sont ainsi nécessaires pour freiner l'embroussaillage spontané des terrils (coupe des arbres, fauche exportatrice, pâturage extensif). Une autre action consiste à favoriser et de gérer de manière adéquat la présence des Lapins de garenne, gestionnaires « naturels » de ce type d'habitats.

**L'eau** peut aussi être un facteur naturel d'érosion. En effet, des ravines peuvent se créer sous l'effet de l'écoulement d'eau, des poches d'eau peuvent déstructurer le terril... Aussi il est nécessaire, lors de tout aménagement (terrassement, cheminement...), de prévoir des zones d'écoulement et de stockage adaptées à chaque terril.



**5 : (Eden 62)**



**6 : Ravines en cours de formation au sommet du Terril de Méricourt (T097) (Chaîne des terrils)**



**7 : Empreinte d'une piste sauvage qui s'accroîtra avec les eaux de ruissellement. (MBM)**

A côté de ces menaces naturelles, ces milieux d'accès faciles peuvent être impactés par le **sur-piétinement, le passage de VTT en dehors des chemins balisés., motos vertes, quads et 4x4 sont à proscrire sans aménagement spécifiques adaptés.** Le passage répété de cycles, ou ponctuel d'engins lourds détruit le couvert végétal et peut créer des ornières qui se creuseront sous l'effet répété du ruissellement. Au-delà des conséquences sur l'environnement, le passage des véhicules motorisés, sans schéma d'accueil adapté, occasionne des conflits d'usage avec les promeneurs, piétons, cyclistes,...



**8 : Pratique du moto-cross sur un terrib sur un terrib non-aménagé dans ce but (CPIE)**



**9 : Pratique de VTT hors chemin (MBM S. Dhote)**



**10 : Crapauds calamite (G. Lemoine)**

D'autres milieux « ouverts » (sans végétation ligneuse) peuvent également être menacés par une fréquentation anarchique des sites. Il s'agit des dépressions humides, mares et fossés qui accueillent une flore intéressante et sont les lieux de reproduction de riches communautés d'amphibiens rares et protégés (Crapaud calamite, Alyte accoucheur, Pélodyte ponctué). Les points d'eau des terrils (même ceux d'apparence banale – peu profonds et/ou sans végétation) sont stratégiques pour la reproduction de ces espèces patrimoniales. Un passage dans l'eau en période de reproduction détruit physiquement œufs et larves et apporte une turbidité à l'eau qui va compromettre le développement des pontes et têtards. Une fréquentation anarchique des zones en relief des terrils (donc souvent les plus attractives) entraîne dans certains cas de fortes érosions des sols et des pentes. Cette érosion par sur-fréquentation des pentes menace la stabilité (locale) des terrils et certaines végétations caractéristiques des pentes comme les Oseilles en écusson (*Rumex scutatus*) et Pavot cornu (*Gaucium flavium*).

La gestion de la fréquentation et la création de cheminement adaptés, balisés et respectés, par exemple par l'élaboration d'un schéma d'accueil, semble nécessaire.

## L'attirance du sommet

Les terrils étant des structures verticales édifiées dans une région au relief relativement plat, la tentation est grande de se servir de leurs sommets comme panorama ou symbole porteur d'un message (exemple du terril 93 de Harnes sur lequel est inscrit le mot « paix »).

Seulement il faut rappeler que les terrils sont meubles et que certains sommets sont fragiles, notamment ceux des terrils coniques (exemple du terril 74 dont le sommet sous la pression des visites s'érode). Tous les terrils (et notamment leur sommet) n'ont pas vocation à être ouvert au public, et si le propriétaire souhaite que son terril soit accessible, il est conseillé de réaliser des aménagements pour accompagner le public, afin de limiter les impacts de fréquentation du sommet ou des pentes.

Par ailleurs, l'aménagement d'une structure pérenne ou temporaire telle qu'un observatoire, une œuvre d'art ou de Land art... pose question quant à l'impact paysager qu'elle aura. Un tel projet nécessite une conception adaptée aux spécificités de chaque terril afin de ne pas risquer de le dénaturer.

**Les autres menaces** identifiées sur les terrils miniers correspondent aux dépôts sauvages dont ils peuvent faire l'objet. Ces dépôts peuvent apporter des matières dangereuses et polluantes (reste de peintures, huiles, hydrocarbures, amiante) et des matières organiques (terres, déchets issus des jardins privatifs et des espaces verts). L'arrivée de dépôts dénature les sites et apporte diverses



**11 : Dépôt sur un terril (Chaîne des terrils)**

plantes rudérales (orties, chardons, ...) voire exotiques et invasives (Renouée du Japon, Arbre à papillons (buddleja)) dont l'élimination devient vite problématique. L'arrivée de matières combustibles (bois, résidus de taille de haie) peut favoriser le départ de feux et incendies de surface détruisant la végétation et d'éventuels équipements (observatoires, barrières, ...) et dans certains cas enclencher la combustion interne du terril. Cette combustion peut également être favorisée par des prélèvements sauvages de matériaux, des travaux de terrassement qui permettent l'alimentation en oxygène de zones riches en poussières de charbon.



**Liste non exhaustive des espèces végétales invasives ou dont le développement est à surveiller :**

**Les espèces végétales invasives :**

Le robinier faux acacia (*Robinia pseudoacacia*)  
La renouée du Japon (*Fallopia japonica*)  
Le buddleia de David (*Buddleja davidii*)  
L'ailanthe (*Ailanthus altissima*)  
Le séneçon du cap (*Senecio inaequidens*)  
Le cerisier tardif (*Prunus serotina*)  
La vigne vierge



**12 : Le séneçon du cap (G. Lemoine)**

**Les espèces végétales à surveiller :**

L'Ibéride en ombelle (*Iberis umbellata*)  
Le rosier rugueux (*Rosa rugosa*)



**13 : La renouée du Japon (MBM)**

### **3 Les principales orientations devant guider la gestion du site classé des terrils du Nord-Pas-de-Calais**

*Cf. : tableau en annexe : Guide pour la gestion des autorisations et préconisations pour l'aménagement et l'entretien d'un terril classé au titre des sites*

#### **3.1 Définir des vocations et garantir une ambition de protection environnementale, paysagère et patrimoniale**

Comme évoqué précédemment, l'une des caractéristiques est que le terril attire par sa morphologie, la nature et les grands espaces qu'il offre, ce qui en fait une attraction touristique forte. Aussi le classement peut être l'occasion de se demander :

- quel est le devenir de ce site ?
- doit-on le laisser fermé au public, l'ouvrir, en préserver des parties, y développer des activités, ... ?
- Comment conserver cet attrait paysager ?

Par ailleurs, 79 terrils sont proposés au classement parce qu'ils présentent un intérêt historique, pittoresque et/ou scientifique. Afin de préserver ces intérêts, d'autres questions peuvent-être posées :

- Des menaces peuvent-elles impacter ces centres d'intérêts ? Comment les éviter ?
- Les aménagements envisagés sont-ils compatibles avec les critères de classements ?
- Comment intégrer au mieux le projet sans altérer l'aspect physique du terril, sa biodiversité particulière, ... ?
- ...

Pour accompagner ces réflexions, les principales actions ont été identifiées dans le cadre du groupe de travail regroupant les principaux gestionnaires, propriétaires et experts.

Ces principales actions, dont la liste n'est pas exhaustive, ont été regroupées dans le tableau annexé à ce document.

#### **Présentation du tableau « Guide pour la gestion des autorisations et préconisations pour l'aménagement et l'entretien d'un terril classé au titre des sites »**

Pour chaque action, il est rappelé les démarches administratives (quand elles existent) devant être mises en œuvre avant d'entreprendre les travaux d'aménagement ou de gestion, et des préconisations sont proposées. Il faut noter que hors du cadre d'un site classé, la plupart des travaux font déjà l'objet de procédures administratives indiquées dans la colonne « droit commun ». Les démarches administratives spécifiques liées au site classé, sont identifiées dans les colonnes autorisations spéciales, pouvant être accordées par le Préfet ou le Ministre selon les situations. Par ailleurs, dans le cas où le gestionnaire met en place un plan de gestion pluriannuel, certaines actions peuvent être exonérées d'autorisation spéciale (cf. le paragraphe 4 du 2<sup>ème</sup> volet).

D'une manière générale, ces procédures administratives s'appliquent pour les actions d'aménagement ou de gestion écologiques pouvant être assimilés à des travaux. Par contre, les actions de petit entretien des cheminements, du mobilier ... ou de gestion écologique considérées comme courantes ne demandent pas de démarches administratives.

Afin de faciliter la lecture du tableau, ces actions sont regroupées par grande famille :

- Les actions destinées à l'accueil du public
- Les actions destinées à la mise en valeur du terroir
- Les actions destinées à la gestion des milieux naturels
- Les actions destinées à la gestion administrative du site

Préserver le caractère pittoresque, historique et scientifique.

De par sa vocation, ses caractéristiques, les ambitions et moyens du gestionnaire et du propriétaire chaque terroir est un site particulier. Sans donner des solutions « prêtes à l'emploi », qui iraient à l'encontre d'une gestion et d'une mise en valeur spécifique à chacun des terroirs, le guide et notamment le tableau qui l'accompagne cherche à donner aux acteurs impliqués dans la gestion du Site classé :

- des orientations dans la manière d'en préserver la valeur qui a conduit à son inclusion dans le périmètre du classement : caractère plus ou moins pittoresque, historique, scientifique.
- Des conseils pour faciliter les démarches administratives et l'instruction des demandes d'autorisation d'intervention (aménagement, pose de signalétiques, mobilier, entretien écologique,...) devant la commission des sites qui jugera de la compatibilité de celle-ci avec le classement.

Il n'est donc pas proposé de règles strictes et les exemples décrits ne sont pas exhaustifs

**La préservation du caractère pittoresque du terril consiste :**

*A conserver des terrils aux formes et aux usages différents : terrils noirs, dans le Pas-de-Calais, grands terrils modernes et terrils plats de dernière génération, terrils « verts » dans le parc naturel régional Scarpe-Escaut à proximité de la forêt domaniale.*

*A conserver les spécificités morphologiques issues de trois facteurs : méthode de mise à terrils, nature du terrain sur lequel a été édifié le terril, exploitation éventuelle des schistes postérieur à la mine.*

*A conserver et valoriser les points de vues vers le paysage alentour, notamment vers les éléments du patrimoine minier (cité minières, ancienne fosses, autres terrils).*

*A conserver et valoriser la lecture à plus grande échelle de la « chaîne des terrils » en évitant de fermer des vues*

*A protéger l'évolutivité, sans intervenir brusquement, radicalement et respecter l'esprit des lieux de chaque terril, leur authenticité, sans les transfigurer. Les représentations littéraires, iconographiques, picturales du terril quelles qu'elles soient, même négatives, méritent d'être collectées, non pas oubliées.*

*Par exemple, le fait de boiser un terril peut changer sa perception dans le paysage et atténuer ses reliefs.*



**14 : Terril boisé de Sabatier (MBM-S.Dhote)**



**15 : Terril 110 de Oignies « nu » (MBM)**

*Soit les terrils interrogent, soit ils impressionnent ou émerveillent. Les mineurs ne les perçoivent pas de la même façon que leurs enfants et petits-enfants. Pour les premiers, le terril ne sera peut-être jamais un lieu d'évasion. Mais ce qui est tangible est leur caractère évocateur, leur caractère imposant et leur effet de marqueur dans le paysage. Ce caractère pittoresque (qui mérite d'être peint) a été reconnu dans les années 90 par le conseil d'Etat pour les terrils d'Haveluy, inscrits au titre des sites.*

**La préservation du caractère historique des terrils consiste :**

*A protéger les éléments de mise à terrils encore visibles ou tangibles : tracé des rampes, des voies de chemins de fer, fondations des téléphériques, traverses de chemin de fer. Pour les terrils tabulaires, la mise à terril est souvent en éventail ou en long, pour les terrils coniques, elle se fait le long d'une rampe principale. Pour les grands terrils modernes, les « mamelons » correspondant au déversement des roches détritiques sont une caractéristique à maintenir dans la mesure du possible.*

*A perpétuer et transmettre les connaissances acquises sur les techniques de mise à terril en favorisant pour chaque terril, la conservation des photos anciennes, documents anciens, et en donnant les clefs d'interprétation de ces données aux générations futures. **Il conviendra d'éviter tout terrassement modifiant la structure de mise à terril perceptible au moment du classement.***

*Le large panel de terrils proposé au classement permet de conserver la majeure partie des traces perceptibles des différentes mises à terril.*

*Néanmoins certains terrils proposés au classement ont été remaniés, c'est le cas du terril 110 de Oignies où les traces des rampes circulaires ont disparu. Ces remaniements peuvent répondre soit au désir d'un aménagement paysager ou récréatif, soit au besoin de stabiliser un terril instable ou partiellement exploité. Ces interventions sont des témoins du changement de regard, et de l'appropriation progressive des terrils par les acteurs du territoire. Certaines interventions ont totalement modifié la perception du terril, mais la plupart sont peu visibles.*



**16 : Relief issu des techniques de mise à terril (MBM).**



**17 : Vestige d'un rail sur le terril Renard (MBM)**

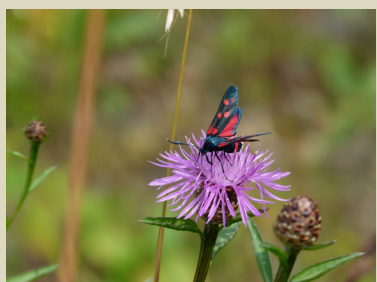


**18 : Ces vestiges sont fragiles, ici la rampe de chargement du terril T074 fragilisée par le passage répété des promeneurs (Chaîne des terrils).**



### **La préservation de l'intérêt scientifique des terrils :**

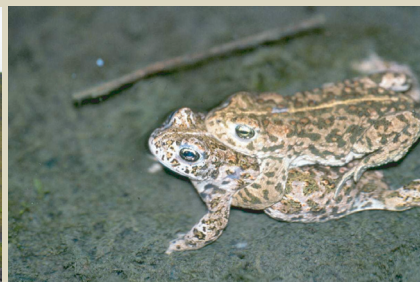
*passer par une gestion adaptée des pentes schisteuses et gréseuses, en évitant la fermeture des milieux néonaturels par le boisement, une conservation et une valorisation des zones humides et des pelouses sèches, un développement des liaisons écologiques intersites dans le cadre de la trame verte et bleue, une rationalisation de la fréquentation des sites, une lutte contre l'érosion due à la fréquentation et au ruissellement, une surveillance des espèces exotiques envahissantes, une connaissance et un suivi des populations emblématiques, remarquables, voire banales (exemple des Ecureuils roux) présentes sur le site .*



19 : Zygène de la coronille (Eden 62)



20 : Pavot cornu (Eden 62)



21 : Pélodyte ponctué (G. Lemoine)

Les chapitres suivants (3.2 et 3.3) présentent de manière non exhaustive des exemples d'aménagement, de restauration et d'entretien susceptibles d'être entrepris sur un terril. Ils devront être entrepris dans le respect des objectifs de préservation des caractères pittoresques, historiques et scientifiques présentés précédemment. Ces exemples viennent illustrer le *tableau annexé : Guide pour la gestion des autorisations et préconisations pour l'aménagement et l'entretien d'un terril classé au titre des sites*

### **3.2 Les aménagements et travaux de restauration**

Les aménagements et travaux de restauration font pour la plupart objet d'autorisation spéciale parce qu'ils peuvent modifier la forme du terril, changer la destination de la parcelle (exemple : transformer un boisement en prairie ...).

Quel que soit l'aménagement, il est conseillé d'utiliser des matériaux éco-durables qui s'intègrent bien au site. L'avantage d'un espace néonaturel étant que de nombreux types de matériaux peuvent être utilisés (bois, métal, béton, ...).

- **Travaux de terrassement**

Ils sont à éviter dans la mesure du possible, sauf lorsqu'ils sont mis en œuvre pour protéger la structure du terril, lutter contre l'érosion, faciliter l'écoulement des eaux ou en permettre l'accès en toute sécurité

Avant d'entreprendre des travaux, il est recommandé de se référer au *Guide du détenteur du terril*<sup>3</sup> et d'être vigilant lors des travaux de terrassement.

- **Aménagement de cheminements, sentiers, escaliers, ...**

L'aménagement de cheminements peut être une réponse aux conflits d'usage en orientant les usagers selon les pratiques et en les éloignant de zones écologiquement sensibles, de zones en combustions quand elles existent. Il peut aussi être une réponse aux problèmes d'érosion en stabilisant une zone instable, en incitant les usagers à rester sur les chemins.

Avant d'aménager des cheminements, voies d'accès, escaliers, ... adaptés au site et à l'accueil du public, il est vivement conseillé de réaliser un **schéma d'accueil du site** (cf. partie 4 du 2<sup>ème</sup> volet). Le gestionnaire veillera à respecter l'intégrité du site au moment d'implanter le cheminement. Par exemple, le projet ETERN' (note de bas de page, page 28) propose différentes implantations de voies d'accès jusqu'au sommet du terril 97 de Méricourt (images 22). Une fois les cheminements tracés, ils peuvent être clairement délimités et facilement identifiés de différentes manières et s'adapter aux milieux traversés.



22 : Exemple d'implantation de cheminement respectant l'intégrité du terril, projet ETERN' (CPIE Chaîne des terrils)

La réalisation des cheminements (dimensionnement, choix de la structure et des revêtements,...) devra s'adapter à la capacité d'accueil du site, prendre en compte la question des écoulements, de l'accessibilité tout en préservant au maximum l'intégrité du site et assurer une bonne intégration paysagère. Les interventions les plus « douces possibles » sont à privilégier (minimiser notamment au maximum les travaux de terrassements).

<sup>3</sup> Guide du détenteur de terrils, ouvrage collectif rédigé sous la responsabilité de Jacques Laversanne (Charbonnage de France) septembre 2003, Ed. Société de l'Industrie Minérale.

Par exemple, le chemin peut être simplement délimité par une gestion différenciée de la végétation aux abords du chemin, ou encore par l'implantation de poteaux en bois court (photo 24) ou haut (photo 23) en limite du chemin, par l'aménagement de platelages (photo 26) sur les espaces souvent humides...

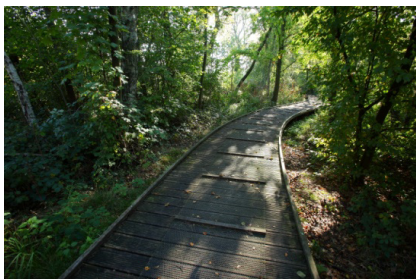
#### Exemples de délimitation de sentiers et cheminements



**24 : Poteaux en bois (MBM - S. Dhote)**



**23 : Poteaux imitant les traverses de voie ferrée en limite de pente (MBM - S. Dhote)**



**26 : Platelage (MBM - S. Dhote)**

Pour les escaliers, les emmarchements à section rectangulaire (photo 27) sont plus stable et donc à privilégier par rapport aux emmarchements arrondis (photo 28), très glissant par temps de pluie et difficilement praticable.

#### Exemples d'emmarchement



**27 : Emmarchement à section rectangulaire (MBM)**



**28 : Emmarchement à section arrondie non recommandé (Eden 62)**



- **Gestion des écoulements, de l'érosion et des zones d'éboulement**

La gestion des écoulements et zones d'éboulement est importante pour limiter les phénomènes de ravinements <sup>4</sup>et doit être réfléchi au moment de la réalisation du schéma d'accueil et/ou plan de gestion, et surtout avant la réalisation des travaux afin de l'intégrer aux aménagements tels que les cheminements.

Différentes techniques peuvent être employées pour palier les problèmes d'érosion, par exemple la pose de fascines (photos 30 et 31) maintiendra le substrat et ralentira l'écoulement de l'eau, de même que le terrassement en escalier (photo 29). Ce système de terrassement peut être l'occasion de créer des mares temporaires qui pourront être colonisées par des amphibiens tels que le Crapaud calamite.



**31 : Fascinage le long d'une voie d'accès (MBM)**



**30 : Fascinage sur une pente pour limiter les éboulements (MBM)**



**29 : Système de terrassement pour gérer les écoulements d'eau. (MBM)**

- **Gestion des accès, systèmes de filtration du public**

Selon les enjeux du site et le type d'usage souhaité, le gestionnaire choisira d'installer des systèmes de filtration du public plus ou moins contraignants. Par exemple, il choisira de simplement marqué l'entrée du site sans contraindre les usages (photo 33) et ou sans poser de barrière. Ou il souhaitera agir particulièrement pour ne pas laisser les deux-roues motoriser pénétrer, il installera alors par exemple une mâchoire couplée à un passage pour vélo (photo 35). Ou enfin il ne souhaitera pas d'autre usage que les piétons, et dans ce cas posera des barrières très sélectives telle que des échelles (Photo 34). Par ailleurs, afin de permettre l'accès sur des zones de pâturage, le gestionnaire pourra installer des barrières adaptées (photo 34 et 36).

<sup>4</sup> Pour information, cette problématique fait l'objet d'un programme de recherche mené par le CPIE Chaîne des Terrils et le Laboratoire de Génie Civil et géoEnvironnement de l'Université de Lille1 : ETERN', Evolution des terrils en Nord-Pas de Calais. L'objectif est de comprendre scientifiquement comment évolue le terril : mieux comprendre les pression, l'évolution géomorphologique, le rapport en le sol et les plantes... Ainsi une vingtaine de terrils de 3 typologies différentes sont étudiés. Les résultats de ce projet, attendus fin 2014, pourront être utilisés pour palier les problèmes d'érosion sur le long terme.

L'élaboration d'un schéma d'accueil aidera le gestionnaire à faire les choix les plus adaptés, sans oublier que plus l'accès sera contraignant, plus il sera un obstacle aux personnes à mobilité réduite ou au poussette.

Ces équipements peuvent être construits en matériaux divers : bois, métal, résines ...



**32 : Système de portillon (G. Lemoine)**



**33 : Système d'échelle (S. Dhote - MBM)**



**34 : Une barrière ne laissant circuler que les véhicules de service couplée avec une mâchoire et un passage pour vélos. (S. Dhote - MBM)**



**35 : Pas canadien, est un système sélectif ne laissant pas passer les animaux. Système utilisé pour laisser circuler les usagers dans les zones pâturées (G. Lemoine)**



**36 : Système de gabions pouvant être posé en limite de site. (S. Dhote - MBM)**

- **Implantation de mobilier, signalétique, observatoires ...**

Le mobilier, la signalétique ... peuvent aussi être composée de matériaux divers. Il est conseillé d'utiliser des matériaux s'intégrant bien au site, et répondant à des critères de développement durable.



**37 : métal (S. Dhote - MBM)**



**38 : mixte (G. Lemoine)**



**39 : bois (S. Dhote – MBM)**

- **Aménagement de mares et plans d'eau**

Avant d'aménager une mare, le gestionnaire s'assurera que celle-ci ne déstabilisera pas le terri. Cet aménagement passera par du terrassement, la pose d'un géotextile si la granulométrie du schiste n'est pas suffisamment fine pour colmater. L'argile sera évitée pour imperméabiliser une mare temporaire.

La restauration d'un plan d'eau peut être entreprise si celui-ci est en train de s'atterrir (notamment suite au développement d'une roselière). La restauration se fera par l'élimination partielle de la roselière, des boisements, par la réalisation de terrassement, en respectant le profilage en pente douce plus favorable à une biodiversité variée, et en respectant la couche imperméabilisante.



**40 : Avant Restauration d'une mare : fauche d'une roselière (Eden 62)**



**41 : Après Restauration d'une mare (après terrassement) (Eden 62)**



- **Restauration de prairies, pelouses sèches ... par déboisement**



**42 : Restauration d'une prairie par déboisement**  
(G. Lemoine)



**43 : Restauration d'une prairie, rejets de boisement à gérer après une coupe à blanc.** (G. Lemoine)

- ...

### **3.3 L'entretien des équipements et gestion écologique courants**

Est qualifié d'entretien courant des équipements et cheminements ou de gestion courante des habitats naturels : les actes d'exploitation habituels ou régulièrement renouvelés ou encore dont l'impact sur la nature, l'étendue ou la qualité du fonds rural sont de faible importance.

Pour les terrils, il s'agit de la liste non exhaustive suivante :

- Entretien courant des cheminements, voies d'accès,... La restauration de ces axes est considérée comme des travaux lourds nécessitant des autorisations (car souvent associée à des travaux de terrassement ...)
- Entretien du mobilier, des clôtures et leur remplacement à l'identique
- Taille d'entretien des arbres (enlèvement de branches mortes, allègement de couronne, coupe de chicots, délierrage, etc.)
- Débroussaillage des jeunes pousses (diamètre < 10 cm et taille < 1,30m) ou des herbacées
- Fauche ou tonte de préférence tardive et avec exportation des produits de coupe (Photos 45 à 47)
- Faucardage et exportation des produits de coupe (photos 48)
- Pâturage : En général, les caprins sont utilisés sur les terrains en pentes ou avec des ligneux à limiter. Les Ovins sont plutôt privilégiés sur les espaces enherbés. (Photos 49 à 51)
- Assolement lorsque les terrains sont cultivés (en dehors du retournement des prairies)
- ...
- 



**44 : Fauche (Eden 62)**



**45 : Exportation des produits de fauche (Eden 62)**



**46 : Exportation des produits de fauche (Eden 62)**



47 : Faucardage (Eden 62)



48 : Chèvres sur des pentes (Eden 62)



49 : Vache écossaise (Eden 62)



50 : moutons dans une prairie (G. Lemoine)

#### 4 L'intérêt d'élaborer des plans de gestion pour chaque terroir

Au minimum une année est nécessaire pour élaborer un plan de gestion. Cette année permet de réaliser un inventaire faune/flore et habitats naturels, et de concerter les propriétaires, gestionnaires, acteurs locaux et usagers afin de définir les vocations du site et les objectifs du plan de gestion. Afin de suivre l'évolution de la gestion, un comité de gestion du site sera créé et se réunira régulièrement.

##### 4.1 Pourquoi réaliser un plan de gestion ?

Les plans de gestion sont en général déterminés pour 5 ans. Ils permettent de **préciser la ou les vocations du terroir**, de décrire et planifier les objectifs de **la gestion de son patrimoine naturel** (faune, flore, fonge, habitats naturels), de **garantir la protection de sa qualité paysagère et patrimoniale**. Il s'agit ensuite de préciser à l'échelle du terroir les lieux de fréquentation humaine, ceux laissés comme des « zones de quiétudes », afin de **rendre compatible les usages et la protection du patrimoine naturel et paysager**. Le plan de gestion est aussi l'occasion d'inventaires : inventaire faunistique, floristique, historique, des vestiges, et des besoins. Un croisement de l'inventaire des richesses et des besoins permet de différencier la gestion sur le terroir, de créer un zonage, des plans d'action. Enfin, le plan de gestion permet de définir un schéma d'accueil : les plans de circulation, les sentiers à garder et les sentiers parasites à supprimer par exemple. **Il donne la feuille de route pour le propriétaire et le gestionnaire**, permet d'estimer les coûts de la gestion, et



de faire des choix d'aménagement : quel mobilier (s'il en faut un !) ? Quel traitement des chemins, etc. Enfin les activités y sont recensées et organisées dans le respect du site.

Ce plan de gestion par une **description anticipée des actions** qui pourraient être entreprises sur le site permet un seul passage en commission des sites pour cinq ans pour la plupart des actions de gestion. **Il facilite les démarches administratives.** Seuls les aménagements d'ampleur, soumis à demande d'autorisation au titre du code de l'urbanisme ou du code de l'environnement sont examinés ponctuellement par la CDNPS.

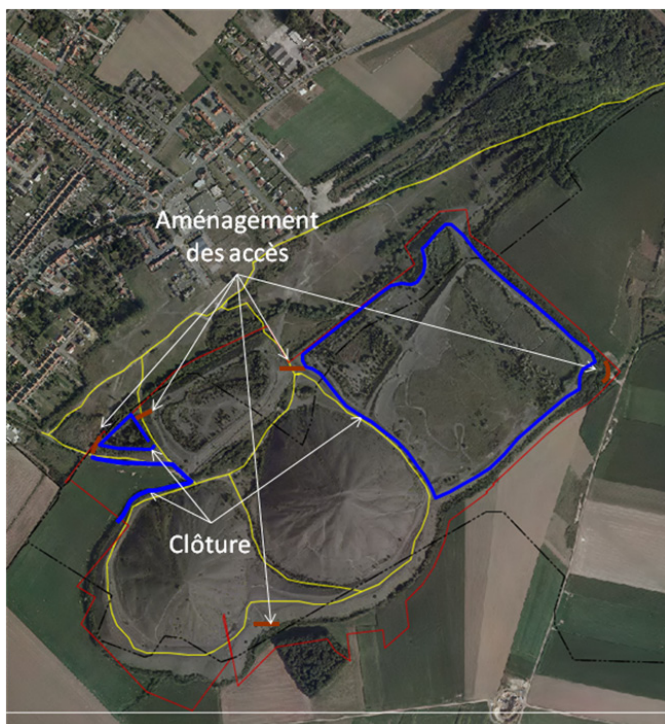
#### **4.2 Contenu des plans de gestion**

Le plan de gestion doit contenir une **présentation du site**, rappeler son histoire, et préciser quelle gestion été effectuée jusque là. Cette première partie permet de préciser les caractéristique du site:

- Situation géographique
- Contexte socio-économique
- Contexte géologique, pédologique et hydrologique
- Patrimoine naturel et culturel

A partir de cet **état des lieux** et en fonction des **vocations** et des **enjeux de protection** des caractères du site (environnementaux, paysagers, patrimoniaux), le gestionnaire pourra définir les **objectifs de gestion** et créer le plan de gestion adapté. La gestion pourra être différenciée ou écologique selon l'importance donnée à la richesse écologique du site. Parallèlement, le gestionnaire définira le **schéma d'accueil du site**.

Enfin, afin **d'évaluer la gestion**, le plan de gestion doit définir les **indicateurs**, et prévoir des temps d'évaluation à la moitié du cycle du plan de gestion et à la fin de celui-ci. Ces évaluations permettront de **corriger le mode de gestion si nécessaire**.



Exemple de proposition d'aménagement sur le Pays à Part (EDEN 62) : Pour répondre à la demande d'accès au site, Eden 62 a conforté certains chemins (en jaune), et pour répondre au besoin de créer des zones de quiétude ou de pâturage, des clôtures sont implantées sur une partie du site (en bleu). Enfin, pour mieux contrôler les accès, et ne permettre qu'une fréquentation par des piétons, des barrières sélectives et des panneaux d'information ont été implantées aux points d'entrée du site (en rouge).

**51 : Schéma d'accueil simplifié des terrils du "Pays à Part" (EDEN 62)**

#### **4.3 Références guide méthodologique des plans de gestion des réserves naturelles (ATEN)**

##### **Présentation du guide :**

D'une manière générale, les plans de gestion des espaces naturels publics, tels que les Espaces Naturels Sensibles ou les Réserves Naturelles Régionales, sont élaborés selon le guide méthodologique des plans de gestion des réserves naturelles.

Ces plans de gestion reprennent les chapitres présentés précédemment.

Une nomenclature particulière est utilisée, elle est rappelée dans le tableau annexe, ainsi toutes les actions sont codées, deux lettres majuscules pour faire référence au type d'intervention suivi d'un nombre à 2 chiffres pour numéroter chaque action, opération par type d'intervention.

Voici la nomenclature de base proposée dans le guide méthodologique des plans de gestions des réserves naturelles, Cette codification et une base, elle peut être adaptée, détaillée selon les caractéristiques du site.

TU : concerne les travaux uniques, et installation d'équipement, le plus souvent ces travaux sont soumis à des démarches administratives et donc nécessite la consultation de la CDNPS

TE : concerne les travaux d'entretien et de maintenance. Le plus souvent ces travaux ne nécessitent pas de consultation de la CDNPS

SE : concerne le suivi écologique, de la faune, la flore, des espèces invasives ... L'autorisation de la CDNPS n'est pas nécessaire pour ces études.

RE : concerne des travaux de recherche, le plus souvent écologique. Tant que ces recherches ne nécessitent pas la réalisation de travaux d'aménagement, ils ne nécessitent pas la consultation de la CDNPS

AD : sont codifiées ainsi toutes les démarches et suivis administratifs, les réunions du comité de gestion du site ...

PI : concerne toutes les actions pédagogiques, d'information, d'animation, ou d'accueil du public

PO : concerne la police du site et son gardiennage

## Exemple du plan de gestion du site Sainte-Marie :

Tableau 29 : Plan de travail 2009-2013

Objectifs à long terme	Objectifs du plan de gestion	Opérations	Code
Favoriser et maintenir la mosaïque d'habitats et la diversité biologique	Conservation de la surface en pelouse sur schiste et amélioration de l'état de conservation	Débroussaillage des pelouses	GH01
		Expérimentation de gestion conservatoire des pelouses	GH02
		Suivi de la gestion des pelouses par ILA	SE01
		Suivi photographique des pelouses et zones dénudées	SE02
		Etude de la population de lapins	SE03
		Suivi de l'avifaune nicheuse	SE04
		Suivi et entretien du dispositif expérimental pour l'analyse comparée de l'impact fauche / lapin	SE05
	Conservation des mosaïques de végétation au sein des zones humides	Débroussaillages dans les zones humides requalifiées	GH03
		Suivi de l'avifaune nicheuse	SE04
		Terrassement de l'ancienne piste de kart	GH04
		Etude de la fonctionnalité des mares pour le Crapaud calamite	SE06
		Fauche des vrillées du Japon et de Bohème	GH05
		Opérations de requalification lors de la sortie d'exploitation	GH06
	Inscription du site dans la Trame Verte et Bleue régionale	Veille foncière	AD01
		Demande de classement du site en Réserve Naturelle Régionale	AD02
	Monitoring et amélioration des connaissances	Recherche du Blongios nain	SE07
		Inventaire des mousses	SE08
		Inventaire des coléoptères aquatiques	SE09
		Suivi du Pélodyte ponctué	SE10
		Recherche du Tétrix des carrières	SE11
		Caractérisation de l'autochtonie des libellules patrimoniales	SE12
		Compléments d'inventaires et suivi de la flore patrimoniale	SE13
		Surveillance du site	PO01
		Actualisation ciblée des connaissances faune / flore / fonge	SE14
		Actualisation de la cartographie des habitats	SE15
Accueillir, informer et sensibiliser les riverains et les usagers	Finalisation d'une boucle de promenade sur le site	Réalisation et mise en œuvre d'un plan d'interprétation	FA01
		Fauche des herbacées et coupe de jeunes ligneux dans les friches et aux abords des sentiers	GH07
		Coupe de bouleaux	GH08
		Entretien des saules têtards	GH09
	Information et sensibilisation du public	Obturation de tous les chemins secondaires	GH10
		Développement de programmes pédagogiques	FA02
		Sorties découverte tout public	FA03
		Elaboration d'une plaquette de site	FA04
	Implication des acteurs locaux	Comités de gestion	FA05

### 52 : Extrait du plan de gestion du Terril Sainte-Marie 2009-2013 : Synthèse des objectifs et actions du plan de gestion 2009-2013

Cette synthèse du plan de gestion du Terril Sainte-Marie reprend :

Les « **objectifs à long terme** » de la gestion, c'est-à-dire à atteindre au fil des plans de gestion successifs. *Ils sont deux dans notre exemple.*

Chaque « objectif à long terme » est décliné en « **objectifs du plan de gestion** ». *Au nombre de 4 pour le premier objectif à long terme.*

Pour chaque objectif du plan de gestion, il est défini des « **opérations** », ce sont les actions que le gestionnaire mettra en place sur le site. Ces actions sont toutes localisées sur un plan du site et sont précisément décrites dans le plan de gestion : période d'intervention, nombre d'intervention durant le plan de gestion, le mode d'intervention ... *Dans notre exemple 7 opérations correspondent au premier objectif du plan de gestion. Dans cet exemple les opérations sont de l'ordre de la gestion d'herbacées et du suivi de l'évolution des espaces gérés.*

Enfin pour chaque « opération » correspond un « **code** ». *Dans ce cas, la gestion herbacée est codifiée GH, ces opérations peuvent être considérées comme travaux d'entretien TE, mais ces travaux étant nombreux, il est plus explicite de codifier plus finement les opérations. Il y a en tout 10 types d'intervention sur la gestion herbacée dans ce plan de gestion (GH01 à GH10)*

### Bibliographie :

*Guide méthodologique des plans de gestion des réserves naturelles*, MEED/ATEN, Cahiers Techniques n°79, 2006 : 72p

*Guide pour l'ouverture au public d'un terriil*, Mission Bassin Minier Nord-Pas-de-Calais et

*Etablissement Public Foncier Nord-Pas-de-Calais*, 2007 : 22p

*Guide du détenteur d'un terriil*, ouvrage collectif rédigé sous la responsabilité de Jacques Laversanne (Charbonnage de France), Septembre 2003, ED. Société de l'Industrie Minérale

### Plans de gestion des partenaires :

*Plan de Gestion 2006-2012 du Bois d'Epignoy et Terriil de Téléphérique*, Eden 62, 111p

*Plan de gestion 2009-2013 (renouvellement) du Terriil Sainte-Marie*, Conservatoire des Sites Naturels du Nord et du Pas de Calais : 240p

### Articles :

*Intérêt, gestion, protection et valorisation des terrils miniers dans le Nord-Pas-de-Calais*, Guillaume Lemoine, Ann. Société Géologique du Nord, p1-8, Octobre 2012

*Les terrils du pays noir passent au vert*, Guillaume Lemoine, Espèces N°8, p50-57, Juin 2013

### Sites internet :

<http://www.chainedesterrils.eu/>

### Annexes :

*Annexe 1 : autorisation spéciale de travaux en site classé : répartition des rôles entre le Préfet et le Ministre chargé des sites*

*Annexe 2 : extraits du code de l'environnement relatif aux sites classés*

## Annexe 1 : autorisation spéciale de travaux en site classé : répartition des rôles entre le Préfet et le Ministre chargé des sites

### Site Classé

au titre des articles L.341-1 à L.341-22  
du Code de l'Environnement



### **Demandes d'autorisation spéciale de travaux article L 341- 10 du code de l'environnement**



Réf. : article R 341-10 du code de l'environnement, portant sur la déconcentration de la délivrance des autorisations spéciales exigées en vertu des articles L.341-7 et L.341-10 du code de l'Environnement. (articles 9 et 12 de la loi du 2 mai 1930)

Les sites classés sont des espaces dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état (entretien, restauration, mise en valeur...) et la préservation de toutes atteintes graves (destruction, altération, banalisation...).  
A compter de la publication du décret prononçant le classement, tous travaux susceptibles de modifier l'aspect ou l'état du site sont soumis à autorisation spéciale, selon leur ampleur, soit du ministre chargé des sites, soit du préfet du département.  
Aucune autorisation en site classé ne peut être tacite.

### Rappel de la loi :

« Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect, sauf autorisation spéciale ».

(article L.341-10 du Code de l'Environnement)

**L'autorisation spéciale est de la compétence du PREFET, après avis De l'Architecte des Bâtiments de France (1),**  
et, s'il le juge utile, de Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages,  
ou de la Direction Régionale de L'Environnement,  
**pour les catégories de travaux suivants :**

- 1° **ouvrages dispensés de toute formalité au titre du code de l'urbanisme**, en raison de leur nature ou de leur très faible importance (R421-2, R421-4 à 8 du CU)
- 2° **constructions, travaux ou ouvrages soumis à déclaration préalable** en application du code de l'urbanisme (R. 421-9 à R. 421-12 et R. 421-17 et R. 421-23 du CU) ;
- 3° **édification ou modification de clôtures.**

Le ministre en charge des sites peut décider d'évoquer le dossier à tout moment (R341-12 CE)

#### **TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ET RESEAUX**

- canalisations, lignes ou câbles, lorsqu'ils sont souterrains (R421-4 CU),
- ouvrages et accessoires des lignes de distribution d'énergie électrique dont la tension <63000 volts (R 421-9 CU),
- modifications des voies ou espaces publics et des plantations qui sont effectuées sur ces voies ou espaces, à l'exception des travaux d'entretien ou de réparations ordinaires et des travaux imposés par les réglementations applicables en matière de sécurité (R421-25 CU).

#### **ELEMENTS BÂTIS**

##### Constructions nouvelles

- constructions nouvelles de h au-dessus du sol < 12 m et qui n'ont pas pour effet de créer de surface de plancher ou qui ont pour effet de créer une SHOB  $\leq 2 \text{ m}^2$  (R421-2 CU),
- éoliennes de h mât et de nacelle au-dessus du sol < 12 m (R421-2 CU),
- constructions, autres que les éoliennes, de h au-dessus du sol > 12 m et qui n'ont pas pour effet de créer de SHOB ou qui ont pour effet de créer une SHOB  $\leq 2 \text{ m}^2$  (R 421-9 CU);
- constructions entre  $2 \text{ m}^2 < \text{SHOB} \leq 20 \text{ m}^2$  (R421-17 CU),
- constructions n'ayant pas pour effet de créer une SHOB ou ayant pour effet de créer une SHOB  $\leq 20 \text{ m}^2$ , quelle que soit leur hauteur (R421-11 CU),
- piscines dont le bassin a une superficie  $\leq 10 \text{ m}^2$  (R421-2 CU),
- piscines dont le bassin a une superficie  $\leq 100 \text{ m}^2$  et qui ne sont pas couvertes ou dont la couverture, fixe ou mobile, a une hauteur au-dessus du sol < 1,8m (R421-9 CU).

##### Constructions existantes

- châssis et serres de h au-dessus du sol  $\leq 1,80 \text{ m}$  (R421-2 CU),

## ELEMENTS BATIS

- châssis et serres de 1,8 m < h < 4 m, et dont la surface au sol n'excède pas 2000 m² sur une même unité foncière (R421-9 CU),
- travaux de ravalement et travaux ayant pour effet de modifier l'aspect extérieur d'un bâtiment existant (R421-17 CU),
- changements de destination d'un bâtiment existant entre les différentes destinations définies à l'article R. 123-9 (habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, artisanat, industrie, exploitations agricoles ou forestières); les locaux accessoires d'un bâtiment sont réputés avoir la même destination que le local principal (R421-17 CU),
- travaux ayant pour effet de transformer plus de 10 m² de SHOB en SHON (R421-17 CU).

### Constructions et éléments patrimoniaux

- travaux effectués à l'intérieur des immeubles dans les secteurs sauvegardés dont le plan de sauvegarde et de mise en valeur n'est pas approuvé ou dont le plan de sauvegarde et de mise en valeur a été mis en révision (R421-17 CU),
- travaux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément que le plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu a identifié, en application du 7° de l'article L. 123-1, comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager (R421-17 CU),
- travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément que le plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu a identifié, en application du 7° de l'article L. 123-1, comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager (R421-23),
- travaux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet, dans une commune non couverte par un plan local d'urbanisme, de modifier ou de supprimer un élément, qu'une délibération du conseil municipal, prise après enquête publique, a identifié comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager (R421-17 CU),
- travaux autres que ceux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet, dans une commune non couverte par un plan local d'urbanisme, de modifier ou de supprimer un élément, qu'une délibération du conseil municipal, prise après enquête publique, a identifié comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager (R421-23 CU).

### Constructions temporaires (R421-5 CU)

- constructions implantées pour une durée n'excédant pas **15 jours** en site classé (R421-7 CU),
- constructions nécessaires au relogement d'urgence des personnes victimes d'un sinistre ou d'une catastrophe naturelle ou technologique, en deçà d'1 an,
- classes démontables installées dans les établissements scolaires ou universitaires pour pallier les insuffisances temporaires de capacités d'accueil, en deçà d'1 année scolaire,
- constructions temporaires directement nécessaires à la conduite des travaux ainsi que les installations liées à la commercialisation d'un bâtiment en cours de construction et pour une durée de **3 mois en site classé** en ce qui concerne les constructions nécessaires au maintien des activités économiques ou des équipements existants, lorsqu'elles sont implantées à moins de 300 m du chantier, pendant la durée du chantier ((R421-7 CU),
- constructions ou installations temporaires directement liées à une manifestation culturelle, commerciale, touristique ou sportive, dans la limite de **3 mois en site classé** (R421-6 du CU).

*A l'issue de ces durées, le constructeur est tenu de remettre les lieux dans leur état initial (R421-5 CU).*

### Constructions de défense

- constructions couvertes par le secret de la défense nationale ;
- constructions situées à l'intérieur des arsenaux de la marine, des aérodromes militaires et des grands camps figurant sur une liste fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'urbanisme et du ministre de la défense ;
- dispositifs techniques nécessaires aux systèmes de radiocommunication numérique de la police et de la gendarmerie nationales ;
- constructions situées à l'intérieur de l'enceinte des établissements pénitentiaires.

## LOTISSEMENTS AMENAGEMENTS OU DIVISIONS FONCIERES

- lotissements, qui ont pour effet, sur une période de moins de dix ans, de créer moins de deux lots à construire et ne prévoient la réalisation de voies ou espaces



- communs, soit les lotissements autres que ceux mentionnés au a. de l'article R. 421-19 du CU ( R421-23 du CU),
- divisions des propriétés foncières situées à l'intérieur des zones délimitées en application de l'article L. 111-5-2 du CU (parties de commune nécessitant une protection particulière en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages), à l'exception des divisions opérées dans le cadre d'une opération d'aménagement autorisée, des divisions effectuées, avant la clôture de l'opération, dans le cadre d'une opération d'aménagement foncier rural relevant du titre II du livre Ier du code rural et des divisions résultant d'un bail rural consenti à des preneurs exerçant la profession agricole (R421-23 CU).
- MURS et CLOTURES  
COUPES d'ARBRES**
- murs dont la hauteur au-dessus du sol est <2 m, sauf s'ils constituent des clôtures dans les zones régies par l'article R. 421-12 CU (R421-2 CU),
  - clôtures, en dehors de celles régies par l'article R. 421-12 CU , **ainsi que les clôtures nécessaires à l'activité agricole ou forestière** (R421-2 CU),
  - les murs, quelle que soit leur hauteur (R421-11 CU),
  - édification d'une clôture en site classé (R421-12 CU)
  - coupes ou abattages d'arbres en espace boisé classé au sens de l'article L130-1 du CU (R 421-23 CU).
- ESPACES PUBLICS**
- mobilier urbain (R421-25 CU),
  - œuvres d'art (R421-25 CU),
  - caveaux et monuments funéraires situés dans l'enceinte d'un cimetière (R421-2 CU).

(1) Service Départemental de l'Architecture et du patrimoine

**Sont de la compétence du MINISTRE chargé des Sites, après avis  
de l'Architecte des Bâtiments de France,  
de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages (CDNPS)  
et de la DREAL (2),  
et à chaque fois qu'il le juge utile, de la Commission Supérieure des Sites Perspectives et  
Paysages (R341-13 CE)**

**toutes les demandes d'autorisation spéciale concernant des ouvrages et travaux n'entrant pas dans les champs de compétence du préfet, énumérés ci-avant (R341-12 du CE).**

On signalera notamment :

- TRAVAUX  
D'INFRASTRUCTURE  
ET RESEAUX**
- ouvrages d'infrastructures terrestre, maritime ou fluvial tels que voies, ponts, infrastructures portuaires ou aéroportuaires (R 421- 3 du CU),
  - affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement > 2 m et > ou = 100 m<sup>2</sup> (travaux soumis à permis d'aménager au titre du R421-19 CU),
  - travaux soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau.
- ELEMENTS BÂTIS**
- travaux soumis à permis de construire (R. 421-14 CU), à l'exception des travaux d'entretien ou de réparations ordinaires : création d'une SHOB > 20 m<sup>2</sup> ; modification des structures porteuses ou de la façade du bâtiment, lorsque ces travaux s'accompagnent d'un changement de destination (les locaux accessoires d'un bâtiment sont réputés avoir la même destination que le local principal) ; modification de volume du bâtiment et percement ou agrandissement d'ouverture sur un mur extérieur ; travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière au sens de l'article L. 313-4 du CU (remise en état, etc.) ; travaux exécutés en secteur sauvegardé à l'intérieur des immeubles ou parties d'immeubles visés au III de l'article L. 313-1 du CU, lorsqu'ils ont pour objet ou pour effet de modifier la structure du bâtiment ou la répartition des volumes existants ; travaux en secteur sauvegardé qui portent sur un élément que le plan de sauvegarde et de mise en valeur a identifié, en application du 7° de l'article L. 123-1, comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager (R421-15 CU) ; tous travaux portant sur un immeuble ou une partie d'immeuble inscrit au titre des monuments historiques, à l'exception des travaux répondant aux conditions prévues à l'article R. 421-8 du CU (secret défense).
  - travaux soumis à permis de démolir,
  - construction de murs de soutènement,

LOTISSEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> <li>- travaux sur <u>monuments historiques classés</u>.</li> <li>- lotissements, qui ont pour effet, sur une période de moins de dix ans, de créer plus de deux lots à construire (R421-19 CU),</li> <li>- remembrements réalisés par une association foncière urbaine libre régie par le chapitre II du titre II du livre III du CU, lorsqu'ils prévoient la réalisation de voies ou espaces communs (R421-19 CU).</li> </ul>
TRAVAUX AGRICOLES FORESTIERS, CARRIERES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en exploitation de carrières.</li> <li>- coupes et abattages d'arbres non soumis à déclaration par le code de l'urbanisme (hors EBC),</li> <li>- défrichements, soumis ou non à autorisation par le Code de l'Urbanisme ou le Code Forestier,</li> <li>- plantations,</li> <li>- modification de l'aspect du fond rural, hors exploitation courante,</li> <li>- plans simples de gestion forestière (L11 du CF)</li> <li>- documents d'aménagement des forêts soumises au régime forestier (L11 du CF).</li> </ul>
ESPACES PUBLICS AIRES DE JEUX	<ul style="list-style-type: none"> <li>- travaux portant sur le domaine public maritime (ex : installations mytilicoles)</li> <li>- travaux soumis à <u>permis d'aménager</u> :</li> <li>- création d'un espace public (R421-19 CU)</li> <li>- aires de stationnement ouvertes au public, les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs <u>quelle que soit leur superficie</u> en site classé (R421-20 CU),</li> <li>- aménagement d'un golf <u>quelle soit sa superficie</u> en site classé (R421-20 CU),</li> <li>- aménagement d'un terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés (R421-19 CU),</li> <li>- aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports <u>quelle soit sa superficie</u> en site classé ((R421-20 CU).</li> </ul>

En outre, le classement d'un site entraîne quelques prescriptions ou interdictions systématiques :

#### Camping, Caravaning, Mobile Home

L'installation des caravanes quelle qu'en soit la durée, est interdite en site classé (article R111-38 du CU). Le camping pratiqué isolément ainsi que la création de terrains de camping sont interdits en site classé.

Sauf **dérogation** accordée exceptionnellement par le ministre en charge des sites, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (R111-42 du CU).

ex : camping municipaux existants avant classement.

#### Publicité, enseignes et pré-enseignes

- toute **publicité** est rigoureusement interdite dans les sites classés (cf. article L.581-4 du Code de l'Environnement). Aucune dérogation n'est possible.

- les **enseignes** sont soumises à l'autorisation du Maire, après avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France.

- les **pré-enseignes** sont interdites en site classé. Des dérogations sont possibles pour les préenseignes concernant des activités d'urgence ou s'exerçant en retrait de la voie publique situées en agglomération et dans le site classé.

(Cf. article L.581-18 du Code de l'Environnement, et décret n° 82-211 du 24 février 1982 relatif au règlement national des enseignes et aux normes applicables au pré-enseignes)

#### Effacement des réseaux électriques et téléphoniques

Lors de la création de lignes électriques ou téléphoniques nouvelles, il est fait obligation d'enfouissement des réseaux ou, pour les lignes électriques d'une tension inférieure à 19000 volts, d'utilisation de techniques de réseaux torsadés en façade d'habitation. Des dérogations sont possibles en cas de contraintes techniques ou paysagères particulières (cf. art. L. 341-11 du code de l'environnement).

(2) Direction Régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du logement





## Annexe 2 : extraits du code de l'environnement relatif aux sites classés

### Code de l'environnement

- Partie législative
  - Livre III : Espaces naturels
    - Titre IV : Sites
      - Chapitre unique : Sites inscrits et classés

---

#### Section 1 : Inventaire et classement

##### **Article L341-1**

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240](#)

Il est établi dans chaque département une liste des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

Après l'enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier, l'inscription sur la liste est prononcée par arrêté du ministre chargé des sites et, en Corse, par délibération de l'Assemblée de Corse après avis du représentant de l'Etat.

L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions sans avoir avisé, quatre mois d'avance, l'administration de leur intention.

NOTA:

Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

##### **Article L341-2**

Modifié par [Ordonnance n°2004-637 du 1 juillet 2004 - art. 28 JORF 2 juillet 2004 en vigueur le 1er juillet 2006](#)

Modifié par [Loi n°2005-157 du 23 février 2005 - art. 180 JORF 24 février 2005](#)

Les monuments naturels et les sites inscrits ou non sur la liste dressée par la commission départementale peuvent être classés dans les conditions et selon les distinctions établies par la présente section.

Lorsque la commission supérieure des sites, perspectives et paysages est saisie directement d'une demande de classement, celle-ci est renvoyée à la commission départementale aux fins d'instruction et, le cas échéant, de proposition de classement. En cas d'urgence, le ministre chargé des sites fixe à la commission départementale un délai pour émettre son avis. Faute par elle de se prononcer dans ce délai, le ministre consulte la commission supérieure et donne à la demande la suite qu'elle comporte.

Dans les zones de montagne, la décision de classement est prise après consultation du comité de massif concerné.

#### **Article L341-3**

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240](#)

Le projet de classement est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier.

NOTA:

Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

#### **Article L341-4**

Le monument naturel ou le site compris dans le domaine public ou privé de l'Etat est classé par arrêté du ministre chargé des sites, en cas d'accord avec le ministre dans les attributions duquel le monument naturel ou le site se trouve placé ainsi qu'avec le ministre chargé du domaine.

Il en est de même toutes les fois qu'il s'agit de classer un lac ou un cours d'eau susceptible de produire une puissance permanente de 50 kilowatts d'énergie électrique.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat.

#### **Article L341-5**

Le monument naturel ou le site compris dans le domaine public ou privé d'un département ou d'une commune ou appartenant à un établissement public est classé par arrêté du ministre chargé des sites s'il y a consentement de la personne publique propriétaire.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé, après avis de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages, par décret en Conseil d'Etat.

#### **Article L341-6**

Modifié par [Ordonnance n°2004-637 du 1 juillet 2004 - art. 28 JORF 2 juillet 2004 en vigueur le 1er juillet 2006](#)

Le monument naturel ou le site appartenant à toute autre personne que celles énumérées aux [articles L. 341-4 et L. 341-5](#) est classé par arrêté du ministre chargé des sites s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé, après avis de la commission supérieure, par décret en Conseil d'Etat. Le classement peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire s'il entraîne une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain.

La demande d'indemnité doit être produite dans le délai de six mois à dater de la mise en demeure faite au propriétaire de modifier l'état ou l'utilisation des lieux en application des prescriptions particulières de la décision de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Si le Gouvernement entend ne pas donner suite au classement d'office dans les conditions ainsi fixées, il peut, à tout moment de la procédure et au plus tard dans le délai de trois mois à compter de la notification de la décision judiciaire, abroger le décret de classement.

Le classement d'un lac ou d'un cours d'eau pouvant produire une énergie électrique permanente d'au moins 50 kilowatts ne peut être prononcé qu'après avis des ministres intéressés. Cet avis doit être formulé dans le délai de trois mois, à l'expiration duquel il peut être passé outre.

En cas d'accord avec les ministres intéressés, le classement peut être prononcé par arrêté du ministre chargé des sites. Dans le cas contraire, il est prononcé par décret en Conseil d'Etat.

NOTA:

La date d'entrée en vigueur de l'article 28 de l'ordonnance 2004-637 a été modifiée par l'ordonnance 2005-727.

#### **Article L341-7**

A compter du jour où l'administration chargée des sites notifie au propriétaire d'un monument naturel ou d'un site son intention d'en poursuivre le classement, aucune modification ne peut être apportée à l'état des lieux ou à leur aspect pendant un délai de douze mois, sauf autorisation spéciale et sous réserve de l'exploitation courante des fonds ruraux et de l'entretien normal des constructions.

Lorsque l'identité ou le domicile du propriétaire sont inconnus, la notification est valablement faite au maire qui en assure l'affichage et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

#### **Article L341-8**

Modifié par [Ordonnance n°2010-638 du 10 juin 2010 - art. 13](#)

Tout arrêté ou décret prononçant un classement est publié, par les soins de l'administration chargée des sites, au fichier immobilier.

Cette publication, qui ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor, est faite dans les formes et de la manière prescrites par les lois et règlements concernant la publicité foncière.

#### **Article L341-9**

Les effets du classement suivent le monument naturel ou le site classé, en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un monument naturel ou un site classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence de ce classement.

Toute aliénation d'un monument naturel ou d'un site classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au ministre chargé des sites par celui qui l'a consentie.

#### **Article L341-10**

Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale.

#### **Article L341-11**

Sur le territoire d'un site classé au titre du présent chapitre, il est fait obligation d'enfouissement des réseaux électriques ou téléphoniques ou, pour les lignes électriques d'une tension inférieure à 19 000 volts, d'utilisation de techniques de réseaux torsadés en façade d'habitation, lors de la création de lignes électriques nouvelles ou de réseaux téléphoniques nouveaux.

Lorsque des nécessités techniques impératives ou des contraintes topographiques rendent l'enfouissement impossible, ou bien lorsque les impacts de cet enfouissement sont jugés supérieurs à ceux d'une pose de ligne aérienne, il peut être dérogé à titre exceptionnel à cette interdiction par arrêté conjoint du ministre chargé de l'énergie ou des télécommunications et du ministre chargé de l'environnement.

#### **Article L341-12**

A compter du jour où l'administration chargée des sites notifie au propriétaire d'un monument naturel ou d'un site non classé son intention d'en poursuivre l'expropriation, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à ce monument naturel ou à ce site. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification. Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autre formalité par arrêté du ministre chargé des sites.

#### **Article L341-13**

Modifié par [Ordonnance n°2010-638 du 10 juin 2010 - art. 13](#)

Le déclassement total ou partiel d'un monument ou d'un site classé est prononcé, après avis de la commission supérieure des sites, par décret en Conseil d'Etat. Le déclassement est notifié aux intéressés et publié au fichier immobilier, dans les mêmes conditions que le classement.

Le décret de déclassement détermine, sur avis conforme du Conseil d'Etat, s'il y a lieu ou non à la restitution de l'indemnité prévue à [l'article L. 341-6](#).

#### **Article L341-14**

Aucun monument naturel ou site classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique qu'après que le ministre chargé des sites a été appelé à présenter ses observations.

Nul ne peut acquérir par prescription, sur un monument naturel ou sur un site classé, de droit de nature à modifier son caractère ou à changer l'aspect des lieux.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un monument naturel ou un site classé qu'avec l'agrément du ministre chargé des sites.

#### **Article L341-15**

La liste des sites et monuments naturels classés est tenue à jour. Dans le courant du premier trimestre de chaque année est publiée au Journal officiel la nomenclature des monuments naturels et des sites classés ou protégés au cours de l'année précédente.

#### **Article L341-15-1**

Créé par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 150](#)

Le label "Grand site de France " peut être attribué par le ministre chargé des sites à un site classé de grande notoriété et de forte fréquentation. L'attribution du label est subordonnée à la mise en œuvre d'un projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du site, répondant aux principes du développement durable.

Le périmètre du territoire concerné par le label peut comprendre d'autres communes que celles incluant le site classé, dès lors qu'elles participent au projet.

Ce label est attribué, à sa demande, à une collectivité territoriale, un établissement public, un syndicat mixte ou un organisme de gestion regroupant notamment les collectivités territoriales concernées. La décision d'attribution fixe la durée du label.

### *Section 2 : Organismes*

#### **Article L341-16**

Modifié par [Ordonnance n°2004-637 du 1 juillet 2004 - art. 28 JORF 2 juillet 2004 en vigueur le 1er juillet 2006](#)

Modifié par [Loi n°2005-157 du 23 février 2005 - art. 190 JORF 24 février 2005 en vigueur le 24 février 2006 au plus tard](#)

Modifié par [Loi n°2005-157 du 23 février 2005 - art. 235 JORF 24 février 2005 en vigueur le 24 février 2006 au plus tard](#)

Une commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites siège dans chaque département.

Cette commission est présidée par le représentant de l'Etat dans le département. Lorsqu'elle intervient dans les cas prévus aux [articles L. 111-1-4, L. 122-2, L. 145-3, L. 145-5, L. 145-11, L. 146-4, L. 146-6, L. 146-6-1, L. 146-7](#) et [L. 156-2](#) du code de l'urbanisme, elle siège dans une formation comprenant des représentants de l'Etat, des représentants élus des collectivités territoriales et des

établissements publics de coopération intercommunale et des personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature ou de protection des sites ou du cadre de vie.

En Corse, les attributions dévolues à la commission des sites, perspectives et paysages sont exercées par le conseil des sites de Corse prévu à [l'article L. 4421-4](#) du code général des collectivités territoriales.

NOTA:

La date d'entrée en vigueur de l'article 28 de l'ordonnance 2004-637 a été modifiée par l'ordonnance 2005-727 et repoussée d'une année.

Loi 2005-157 2005-02-23 art. 194 : La modification résultant de l'article 190 V de la loi n° 2005-157 entrera en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'Etat et au plus tard, un an après la publication de la présente loi.

#### **Article L341-17**

Une commission supérieure des sites, perspectives et paysages est placée auprès du ministre chargé des sites.

Cette commission, présidée par le ministre chargé des sites, est composée de représentants des ministres concernés, de députés et de sénateurs désignés par chacune des assemblées, de personnalités qualifiées en matière de protection des sites, du cadre de vie et des sciences de la nature désignées par le ministre chargé des sites.

#### **Article L341-18**

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent chapitre, notamment la composition, le mode de désignation et les modalités de fonctionnement des commissions prévues aux [articles L. 341-16 et L. 341-17](#).

### *Section 3 : Dispositions pénales*

#### **Article L341-19**

Modifié par [Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 8](#)

Est puni de six mois d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende :

1° Le fait de procéder à des travaux sur un monument naturel ou un site inscrit sans en aviser l'administration dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article [L. 341-1](#) ;

2° Le fait d'aliéner un monument naturel ou un site classé sans faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement ou sans notifier cette aliénation à l'administration dans les conditions prévues à l'article [L. 341-9](#) ;

3° Le fait d'établir une servitude sur un monument naturel ou un site classé sans l'agrément de l'administration dans les conditions prévues à l'article [L. 341-14](#).



II.-Est puni d'un an d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende le fait de modifier l'état ou l'aspect d'un monument naturel ou d'un site en instance de classement ou classé, en méconnaissance des prescriptions édictées par les autorisations prévues aux articles [L. 341-7](#) et [L. 341-10](#).

III.-Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende :

1° Le fait de modifier l'état ou l'aspect d'un monument naturel ou d'un site en instance de classement sans l'autorisation prévue à l'article L. 341-7 ;

2° Le fait de détruire un monument naturel ou un site classé ou d'en modifier l'état ou l'aspect sans l'autorisation prévue à l'article L. 341-10 ;

3° Le fait de ne pas se conformer aux prescriptions fixées par un décret de création d'une zone de protection pris en application de l'article [19 de la loi du 2 mai 1930](#) ayant pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque et continuant à produire ses effets en application de l'article L. 642-9 du code du patrimoine.

#### **Article L341-20**

Modifié par [Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 8](#)

Outre les officiers et agents de police judiciaire et les inspecteurs de l'environnement mentionnés à l'article L. 172-1, sont habilités à rechercher et constater les infractions au présent titre :

1° Les agents des services de l'Etat chargés des forêts commissionnés à raison de leurs compétences en matière forestière et assermentés à cet effet ;

2° Les agents de l'Office national des forêts commissionnés à raison de leurs compétences en matière forestière et assermentés à cet effet ;

3° Les gardes du littoral mentionnés à l'article L. 322-10-1, agissant dans les conditions prévues à cet article

4° Les agents des réserves naturelles mentionnés à l'article L. 332-20, agissant dans les conditions prévues à cet article.

#### **Article L341-22**

Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux monuments naturels et aux sites régulièrement classés avant le 2 mai 1930 conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1906 organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique.

## Code de l'environnement

- [Partie réglementaire](#)
- [Livre III : Espaces naturels](#)
  - [Titre IV : Sites](#)
    - [Chapitre unique : Sites inscrits et classés](#)

### **Article R341-1**

Le préfet communique la proposition d'inscription à l'Inventaire des sites et monuments naturels, pour avis du conseil municipal, aux maires des communes dont le territoire est concerné par ce projet.

Si le maire ne fait pas connaître au préfet la réponse du conseil municipal dans le délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'avis, cette réponse est réputée favorable.

En Corse, la proposition d'inscription est communiquée par le président du conseil exécutif, lequel reçoit les avis des conseils municipaux consultés.

Article R341-2 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 7](#)

L'enquête publique prévue à [l'article L. 341-1](#) préalablement à la décision d'inscription est ouverte et organisée par un arrêté du préfet dans les conditions fixées aux articles R. 123-2 à R. 123-27 du présent code. En Corse, l'assemblée de Corse délibère sur les modalités d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique qui a lieu dans les formes prévues par les [articles R. 123-4 à R. 123-27](#). Conformément aux dispositions de [l'article L. 4422-25](#) du code général des collectivités territoriales, le président du conseil exécutif assure l'exécution de cette délibération.

Outre les documents et pièces énoncés à [l'article R. 123-8](#), le dossier soumis à enquête publique comprend :

- 1° Un rapport de présentation comportant une analyse paysagère, historique et géomorphologique du site, les objectifs de l'inscription et, éventuellement, des orientations de gestion ;
- 2° Un plan de délimitation du site à inscrire ;
- 3° Les plans cadastraux correspondants.

### **Article R341-3**

Modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 7](#)

Le préfet fait procéder à l'insertion de l'arrêté prononçant l'inscription dans deux journaux, dont au moins un quotidien, dont la distribution est assurée dans les communes intéressées.

L'arrêté prononçant l'inscription est en outre publié dans ces communes, pendant une durée qui ne peut être inférieure à un mois, par voie d'affichage à la mairie ; l'accomplissement de ces mesures de publicité est certifié par le maire, qui en informe aussitôt le préfet.

L'arrêté prononçant l'inscription est ensuite publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture. Il prend effet à la date de cette publication.

En Corse, les mesures de publicité de la délibération prononçant l'inscription sont accomplies à la diligence du président du conseil exécutif, dans les conditions définies aux premier et deuxième alinéas du présent article.

La délibération de l'Assemblée de Corse prononçant l'inscription est publiée au recueil des actes administratifs de la collectivité territoriale et prend effet à la date de cette publication.

#### **Article R341-4**

Modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 7](#)

L'enquête publique prévue à [l'article L. 341-3](#) préalablement à la décision de classement est ouverte et organisée par un arrêté du préfet dans les conditions fixées aux [articles R. 123-2 à R. 123-27](#) du présent code.

Outre les documents et pièces listés à [l'article R. 123-8](#), le dossier soumis à enquête publique comprend :

- 1° Un rapport de présentation comportant une analyse paysagère, historique et géomorphologique du site, les objectifs du classement et, éventuellement, des orientations de gestion ;
- 2° Le cas échéant, les prescriptions particulières de classement visées au troisième alinéa de [l'article L. 341-6](#) ;
- 3° Un plan de délimitation du site à classer ;
- 4° Les plans cadastraux correspondants.

#### **Article R341-5**

Modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 7](#)

Pendant la durée de l'enquête, les propriétaires concernés peuvent faire connaître leur opposition ou leur consentement au projet de classement, soit par une mention consignée sur le registre de l'enquête, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête au siège de l'enquête.

A l'expiration de ce délai, le silence du propriétaire équivaut à un défaut de consentement. Toutefois, lorsque l'arrêté de mise à l'enquête a été personnellement notifié au propriétaire, son silence à l'expiration du délai équivaut à un accord tacite.

#### **Article R341-6**

La décision de classement fait l'objet d'une publication au Journal officiel.

#### **Article R341-7**

Lorsque la décision de classement comporte des prescriptions particulières tendant à modifier l'état ou l'utilisation des lieux, elle doit être notifiée au propriétaire.

Cette notification s'accompagne de la mise en demeure d'avoir à mettre les lieux en conformité avec ces prescriptions particulières prévues par les dispositions du troisième alinéa de [l'article L. 341-6](#).

#### **Article R341-8**

La décision d'inscription ou de classement et le plan de délimitation du site sont reportés aux plans locaux d'urbanisme ou aux plans d'occupation des sols du territoire concerné.

#### **Article**

#### **R341-9**

La déclaration préalable prévue au quatrième alinéa de [l'article L. 341-1](#) est adressée au préfet de département, qui recueille l'avis de l'architecte des Bâtiments de France sur le projet.

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée, en vertu du code de l'urbanisme, à la délivrance d'un permis de construire ou d'un permis de démolir, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable.

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à une déclaration ou une autorisation d'utilisation du sol en application des dispositions réglementaires du titre IV du livre IV du code de l'urbanisme, la déclaration ou la demande d'autorisation tient lieu de la déclaration préalable mentionnée au premier alinéa du présent article.

#### **Article R341-10**

Modifié par [Décret n°2009-377 du 3 avril 2009 - art. 11](#)

L'autorisation spéciale prévue aux [articles L. 341-7](#) et [L. 341-10](#) du présent code est délivrée par le préfet lorsqu'elle est demandée pour les modifications à l'état des lieux ou à leur aspect résultant :

1° des ouvrages mentionnés aux [articles R. 421-2 à R. 421-8](#) du code de l'urbanisme à l'exception de ceux prévus par l'article R. 421-3 ;

2° des constructions, travaux ou ouvrages soumis à déclaration préalable en application des [articles R. 421-9 à R. 421-12](#) et [R. 421-17](#) et [R. 421-23](#) du code de l'urbanisme ;

3° de l'édification ou de la modification de clôtures.

Si le monument naturel ou le site classé ou dont le classement est envisagé est situé en dehors des espaces urbanisés du cœur d'un parc national délimités par le décret de création de ce parc et que les modifications projetées figurent sur la liste prévue par [l'article R. 331-18](#) du code de l'environnement, cette autorisation est délivrée par le directeur de l'établissement public du parc national.

#### **Article R341-11**

Modifié par [Décret n°2006-944 du 28 juillet 2006 - art. 2 JORF 29 juillet 2006](#)

Le préfet, ou le cas échéant le directeur de l'établissement public du parc national, décide après avis de l'architecte des Bâtiments de France et, chaque fois qu'il le juge utile, de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Le préfet, ou le cas échéant le directeur de l'établissement public du parc national, informe la commission des décisions qu'il a prises.

#### **Article R341-12**

Modifié par [Décret n°2007-397 du 22 mars 2007 - art. 13 \(V\) JORF 23 mars 2007](#)

L'autorisation spéciale est délivrée par le ministre chargé des sites dans les cas autres que ceux prévus à l'article [R. 341-10](#), ainsi que lorsque ce ministre a décidé d'évoquer le dossier.

#### **Article R341-13**

Modifié par [Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 - art. 20 JORF 8 juin 2006](#)

Lorsqu'il statue pour l'application de [l'article L. 341-10](#), le ministre décide après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, et, chaque fois qu'il le juge utile, de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages. Toutefois, l'avis de la commission départementale n'est pas requis lorsque le ministre évoque le dossier.

#### **Article R341-14**

Les préfets de région sont autorisés à subventionner les travaux d'entretien et de mise en valeur dans les sites inscrits, classés ou dans les zones de protection qui ont été établies en application de [l'article 17 de la loi du 2 mai 1930](#) relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque avant son abrogation

#### **Article R341-15**

Lorsque les travaux visés à [l'article R. 341-14](#) doivent s'exécuter dans un département d'outre-mer, les décisions de subvention les concernant sont prises par le préfet du département intéressé.

#### **Article R341-16**

Modifié par [Décret n°2010-365 du 9 avril 2010 - art. 2](#)

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites concourt à la protection de la nature, à la préservation des paysages, des sites et du cadre de vie et contribue à une gestion équilibrée des ressources naturelles, et de l'espace dans un souci de développement durable. Elle est régie par les dispositions des [articles 8 et 9 du décret n° 2006-665 du 7 juin 2006](#).

I.-Au titre de la protection de la nature, la commission est notamment chargée d'émettre un avis, dans les cas et selon les modalités prévus par les dispositions législatives ou réglementaires, sur les projets d'actes réglementaires et individuels portant sur les réserves naturelles, les sites Natura 2000, les biotopes, la faune et la flore, le patrimoine géologique et les établissements hébergeant

des animaux d'espèces non domestiques autres que les espèces de gibier dont la chasse est autorisée.

Elle constitue une instance de concertation qui peut être consultée sur la constitution, la gestion et l'évaluation du réseau Natura 2000 dans le département.

II.-Au titre de la préservation des sites et des paysages, du cadre de vie et de la gestion équilibrée de l'espace, la commission exerce notamment, dans les cas et selon les modalités prévus par les dispositions législatives ou réglementaires, les attributions suivantes :

1° Elle prend l'initiative des inscriptions et des classements de site, émet un avis sur les projets relatifs à ces classements et inscriptions ainsi qu'aux travaux en site classé ;

2° Elle veille à l'évolution des paysages et peut être consultée sur les projets de travaux les affectant ;

3° Elle émet les avis prévus par le code de l'urbanisme ;

4° Elle se prononce sur les questions posées par la publicité, les enseignes et les pré-enseignes ;

5° Elle émet un avis sur les projets d'unités touristiques nouvelles.

III.-Au titre de la gestion équilibrée des ressources naturelles, la commission, dans les cas et selon les modalités prévus par les dispositions législatives ou réglementaires, élabore le schéma départemental des carrières et se prononce sur les projets de décisions relatifs aux carrières.

#### **Article R341-17**

Modifié par [Décret n°2008-297 du 1er avril 2008 - art. 1](#)

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites est présidée par le préfet et composée de membres répartis en quatre collèges :

1° Un collège de représentants des services de l'Etat, membres de droit ; il comprend notamment le directeur régional de l'environnement ;

2° Un collège de représentants élus des collectivités territoriales et, le cas échéant, de représentants d'établissements publics de coopération intercommunale ;

3° Un collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et, le cas échéant, de représentants des organisations agricoles ou sylvicoles ;

4° Un collège de personnes compétentes dans les domaines d'intervention de chaque formation spécialisée.

Le préfet peut nommer des suppléants aux membres désignés au titre des 3° et 4° dans les mêmes conditions que les membres titulaires.

#### **Article R341-18**

Modifié par [Décret n°2008-297 du 1er avril 2008 - art. 1](#)

La commission se réunit en six formations spécialisées, présidées par le préfet ou son représentant et composées à parts égales de membres de chacun des quatre collèges.

A Paris, la formation spécialisée dite " de la faune sauvage captive " prévue à l'article [R. 341-24](#) est présidée par le préfet de police.

#### **Article R341-19**

Modifié par [Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 - art. 20 JORF 8 juin 2006](#)

La formation spécialisée dite " de la nature " exerce les compétences dévolues à la commission au titre du I de l'article [R. 341-16](#).

Les membres du quatrième collège sont des personnes ayant compétence en matière de protection de la flore et de la faune sauvage ainsi que des milieux naturels.

Lorsque la formation spécialisée se réunit en instance de concertation pour la gestion du réseau Natura 2000, le préfet peut inviter des représentants d'organismes consulaires et des activités présentes sur les sites Natura 2000, notamment agricoles, forestières, extractives, touristiques ou sportives, à y participer, sans voix délibérative.

#### **Article R341-20**

Modifié par [Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 - art. 20 JORF 8 juin 2006](#)

La formation spécialisée dite " des sites et paysages " exerce les compétences dévolues à la commission au titre des 1°, 2° et 3° du II de [l'article R. 341-16](#).

Les membres du deuxième collège comprennent au moins un représentant d'établissement public de coopération intercommunale intervenant en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Les membres du quatrième collège sont des personnes ayant compétence en matière d'aménagement et d'urbanisme, de paysage, d'architecture et d'environnement.

#### **Article R341-21**

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 2](#)

La formation spécialisée dite "de la publicité" exerce les compétences dévolues à la commission au titre du 4° du II de [l'article R. 341-16](#).

Les membres du quatrième collège sont des professionnels représentant les entreprises de publicité et les fabricants d'enseignes.

Le maire de la commune intéressée par le projet ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale intéressé est invité à siéger à la séance au cours de laquelle le projet est examiné et a, sur celui-ci, voix délibérative.

#### **Article R341-22**

Modifié par [Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 - art. 20 JORF 8 juin 2006](#)

La formation spécialisée dite " des unités touristiques nouvelles " exerce les compétences dévolues à la commission au titre du 5° du II de [l'article R. 341-16](#).



Les membres du deuxième collège représentent des collectivités territoriales et des groupements intercommunaux appartenant au massif concerné et les membres du quatrième collège sont des représentants des chambres consulaires et d'organisations socioprofessionnelles intéressées par les unités touristiques nouvelles.

#### **Article R341-23**

Modifié par [Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 - art. 20 JORF 8 juin 2006](#)

La formation spécialisée dite " des carrières " exerce les compétences dévolues à la commission sur les sujets dont elle est saisie au titre du III de [l'article R. 341-16](#).

Les membres du deuxième collège comprennent notamment le président du conseil général ou son représentant ainsi qu'un maire et les membres du quatrième collège sont des représentants des exploitants de carrières et des utilisateurs de matériaux de carrières.

Le maire de la commune sur le territoire de laquelle une exploitation de carrière est projetée est invité à siéger à la séance au cours de laquelle la demande d'autorisation de cette exploitation est examinée et a, sur celle-ci, voix délibérative.

#### **Article R341-24**

Modifié par [Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 - art. 20 JORF 8 juin 2006](#)

La formation spécialisée dite " de la faune sauvage captive " exerce les compétences dévolues à la commission au titre du I de [l'article R. 341-16](#) qui concernent la faune sauvage captive.

Les membres du troisième collège sont des représentants d'associations agréées dans le domaine de la protection de la nature et des scientifiques compétents en matière de faune sauvage captive.

Les membres du quatrième collège sont des responsables d'établissements pratiquant l'élevage, la location, la vente ou la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques.

#### **Article R341-25**

Modifié par [Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 - art. 20 JORF 8 juin 2006](#)

Lorsque la commission ou l'une de ses formations spécialisées est appelée à émettre un avis sur une affaire individuelle, la personne intéressée est invitée à formuler ses observations. La commission délibère en son absence.

Le vote secret est de droit lorsque trois des membres de la commission ou de la formation spécialisée présents ou représentés le demandent.

Les rapports sont présentés par les chefs de service intéressés ou leurs représentants.

Les services de l'Etat, les maires des communes et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale intéressés par une décision soumise pour avis à la commission ou à l'une de ses formations spécialisées et qui n'y sont ni présents ni représentés sont entendus à leur demande.

### **Article R341-28**

La Commission supérieure des sites, perspectives et paysages conseille le ministre chargé des sites pour l'élaboration et l'application sur l'ensemble du territoire d'une politique de protection, de conservation et de mise en valeur des monuments naturels, des sites et des paysages urbains et ruraux.

La commission émet un avis sur les questions dont l'examen lui est confié par les [articles L. 341-2, L. 341-5, L. 341-6](#) et L. 341-13 ainsi que sur toute question que lui soumet le ministre chargé des sites.

Article R341-29 [En savoir plus sur cet article...](#)

I. - La Commission supérieure des sites, perspectives et paysages est présidée par le ministre chargé des sites ou son représentant. Elle comprend en outre :

1° Huit membres représentant les ministères :

- a) Deux représentants du ministère chargé de l'environnement, dont le sous-directeur des sites et des paysages ou son représentant ;
- b) Un représentant du ministère chargé de l'architecture ;
- c) Un représentant du ministère chargé de l'urbanisme ;
- d) Un représentant du ministère chargé des collectivités locales ;
- e) Un représentant du ministère chargé de l'agriculture ;
- f) Un représentant du ministère chargé du tourisme ;
- g) Un représentant du ministère chargé des transports.

2° Huit parlementaires :

- a) Quatre députés, désignés par l'Assemblée nationale ;
- b) Quatre sénateurs, désignés par le Sénat.

3° Quatorze personnalités qualifiées en matière de protection des sites, du cadre de vie et des sciences de la nature, désignées par le ministre chargé des sites, dont un conseiller d'Etat proposé par le vice-président du Conseil d'Etat et le président du comité permanent du Conseil national de la protection de la nature.

II. - Les membres de la commission autres que les membres représentant les ministères sont désignés pour trois ans. Leur mandat est renouvelable.

### **Article R341-31**

La Commission supérieure des sites, perspectives et paysages, qui se réunit sur convocation de son président, ne peut délibérer valablement que si le tiers au moins de ses membres sont présents ou représentés.

La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Le scrutin secret est de droit si le tiers des membres présents ou représentés le demande.